

50 Ans de Coopération Internationale



**Journée des Portes Ouvertes de la Fondation
Konrad Adenauer à Dakar, 27 juin 2012**

Table des matières

| | |
|---|----|
| Le cinquantenaire de la coopération internationale de la FKA célébré avec les partenaires du Sénégal | 1 |
| Programme de journées des portes ouvertes à la FKA | 4 |
| L'historique des activités de la FKA Dakar | 7 |
| Présentation des partenaires | 10 |
| TAATAAN ASADIC – Décentralisation et développement local | 10 |
| Conseil National du Patronat (CNP) La promotion du secteur économique privé et de l'entrepreneuriat | 15 |
| CARITAS Perspectives de réintégration économique et sociale d'émigrés retournés au Sénégal..... | 19 |
| Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) Un journalisme de qualité, vecteur de la démocratie | 24 |
| Agence de Presse Sénégalaise (APS) Une agence de presse au service des citoyens et des médias nationaux et internationaux..... | 27 |
| Association des journalistes en régions frontalières (AJRF) Le journalisme en régions frontalières, un défi et une chance..... | 31 |
| Association des communicateurs catholiques du Sénégal | 34 |
| Convergences Thiès Une radio de réflexion et d'éducation à la citoyenneté..... | 37 |
| Radio Al Fayda, Kaolack Connaître ses droits par voie radiophonique | 38 |
| Mouvement Citoyen Les jeunes s'engagent pour l'éducation civique et la réflexion | 40 |
| Association Nationale des Elèves et Étudiants Bassari (ANEEB) Solidarité, excellence et identité culturelle dans l'espace scolaire et universitaire | 44 |
| Jeunesse Etudiante Catholique (JEC) Education à la paix et au dialogue à l'Université. | 46 |
| Génération non violente Education à la paix en Casamence | 49 |

| | |
|---|----|
| Le programme des boursiers de la FKA | 51 |
| Groupe de réflexion et d'appui aux initiatives féminines (GRAIF) Programme d'accès des femmes rurales aux instances de décision | 53 |
| Association des Juristes Sénégalaises (AJS) Accès des femmes aux terres cultivables. Défense des droits des femmes..... | 57 |
| Coordination des Unions des Associations (CUDAFCS) Promotion des femmes sur la base des valeurs chrétiennes | 62 |
| Association pour le développement des femmes de Kédougou Promotion des droits politiques et civiques des femmes..... | 64 |
| Association pour le Développement du Pays Bassari au Sénégal (ADPBS) Promotion des femmes et de l'esprit citoyen..... | 65 |
| Association d'appui aux Initiatives Locales et à l'Environnement (AILE) Femmes et les jeunes vecteurs de développement | 67 |
| Association Sénégalaise de Coopération Décentralisée (ASECOD) Afrique Citoyenne. Une bande dessinée qui réjouit et instruit. | 69 |
| Mouvement contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest (MALAO) Lutte contre les armes légères et pour la paix..... | 71 |
| Comité d'Appui et de Soutien Au Développement Economique et Social en Casamance (CASADES) Promotion du développement de la Casamance..... | 73 |
| Amnesty International La promotion des droits humains, des droits de la femme et des droits des enfants | 78 |

Le cinquantenaire de la coopération internationale de la FKA célébré avec les partenaires du Sénégal

Journée des portes ouvertes à la FKA

Les partenaires de la Fondation Konrad Adenauer ont répondu en grand nombre à l'invitation à fêter ensemble le jubilé d'or de la coopération internationale. A l'instar des collaborateurs du siège de la FKA en Allemagne et de tous les bureaux à travers le monde, la FKA Dakar a tenu à célébrer cet événement dans la joie. Les partenaires sont venus de Ziguinchor, de Kédougou, de St. Louis, de Kolda, de Salémata, de Kaolack, de Fatick...tout le Sénégal était bien représenté pour faire le bilan des activités, exposer les résultats et créer des synergies entre les activités.

Déjà à la porte de la FKA Dakar le slogan était donné : 50 ans d'engagement pour la démocratie, la justice, la liberté et la paix, inscrit sur les t-shirts bleu ciel des boursiers et stagiaires de la FKA qui s'étaient



L'Audience lors des discussions

constitué en comité d'accueil et d'encadrement. Pendant une journée, c'était l'effervescence dans la grande salle et les jardins de la fondation : tous les partenaires étaient venus en grand nombre. La cour était remplie de chaises, sous les manguiers, et de tableaux d'exposition de photos, publications et d'autres supports des partenaires qui l'ont transformée en une foire de réalisations et d'idées. Dans le « coin vidéo », les participants pouvaient savourer les films sur les manifestations des partenaires, particulièrement les travaux de Fabio Gbadoe, boursier de la FKA et

étudiant en télévision au CESTI. Le « Coin radio » offrait aux participants la possibilité de suivre en différé les émissions radio « Convergences » de Thies FM, « Xam sa yellef » de Al Fayda FM Kaolack et « Entreprise Citoyenne » du CNP.

A partir de 9 heures du matin, les communications s'enchaînaient, et l'accent était mis sur les résultats. Ainsi Cheikhou Faye, directeur de TAATAAN, a fait le bilan extrêmement positif de 36 ans d'appui à la décentralisation. Les résultats de la coopération avec le Conseil National du patronat sont aussi épatants, à en croire Madame Adama Sow, responsable de la formation. Mamadou Sarr de la CARITAS a souligné les efforts faits dans la réinsertion d'émigrés revenus au Sénégal, et les débats ont montré que l'appui de la FKA à la



La Presse au travail

décentralisation et au secteur économique on apporté des résultats palpables et contribué efficacement au développement durable.

Le même constat était fait dans les secteurs d'activités qui ont commencé dans les années 90 et 2000 : Ibrahima Sarr, le directeur du CESTI, s'est réjoui de la fructueuse collaboration ainsi que Cheikh Tidiane Ndiaye, le coordonnateur de la rédaction de l'Agence de presse sénégalaise, qui a souligné le partenariat « gagnant-gagnant ». Les autres partenaires dans le domaine des médias ont présenté leurs organisations et leurs résultats : l'Association des journalistes en régions frontalières avec le secrétaire général Mahamadou Lamine Barro, l'Association des communicateurs catholiques avec la coordinatrice Marie-Louise Djandy, « Convergences » de Thies avec Albert Faye et « Al Fayda » de Kaolack avec le directeur Ibrahima Gaye.



Gata Doré, président du REBAFKA

Après les débats sur le rôle des médias dans la démocratie, c'était le tour des « jeunes élites, moteurs et vecteurs du développement » à prendre la parole : Ousmane Ba a présenté le Mouvement Citoyen initié par le professeur Penda Mbow, avec le but de pousser les jeunes à s'engager pour l'éducation civique et la réflexion. Nestor Bianquinch, président de l'Association des élèves et étudiants Bassari a introduit son organisation qui œuvre pour la solidarité, l'excellence et l'identité culturelle dans l'espace scolaire.

Le programme d'éducation à la paix et de dialogue de la Jeunesse Etudiante Catholique a été présenté par Grégoire Sarr et l'Abbé Camille Gomis a introduit l'initiative d'éducation à la paix en Casamance de la Génération non violente qu'il a fondée lui-même il y a quelques années. Omar Diouf a présenté le Club des amis de la FKA qui s'emploie à rendre plus visible les actions de la fondation, et Gata Doré a fait le bilan des activités du REBAFKA, réseau des boursiers et des anciens boursiers de la FKA.

La pause déjeuner fut l'occasion pour les participants d'échanger au-delà des débats, en se retrouvant autour des stands de la foire et des coins radio et vidéo, pour créer davantage de liens et de synergies entre les partenaires. Un high-light fut la présentation d'extraits de pièces de la troupe TOTOK du Mouvement Citoyen, suivie de la lecture d'un poème par la boursière Sandra. La culture comme vecteur de messages a été bien appréciée par toute l'assistance qui a félicité les artistes et les poètes en l'herbe parmi les boursiers de la FKA.



Aminata Sow Fall

Le programme d'accès des femmes rurales aux instances de décision, initié par le Groupe de recherche et d'appui aux initiatives féminines GRAIF, présenté par la secrétaire générale Joséphine Ndione et le programme de défense des droits des femmes de l'Association des juristes sénégalaises introduit par Lydie Sanka Kabou ont donné le ton du panel de promotion des femmes. Ainsi sont intervenues Monique Thiandoum, présidente de la CUDAFCS, et Assa Diallo, présidente de l'Association pour le développement des femmes de Kédougou. Deux autres partenaires de la région de Kédougou ont présenté les résultats dans le domaine de la promotion de la femme, des jeunes et de l'environnement : Abbé Jean Paul Bindia en tant que coordonnateur de l'Association pour le développement du pays Bassari au Sénégal, et l'Association d'appui aux initiatives locales et à l'environnement de Dindéfelo.

Le sénateur Sidy Dieng a fait l'historique de la mythique bande dessinée Afrique Citoyenne que la FKA édite avec ASECOD, et les initiatives d'éducation à la paix, à la prévention et à la résolution de conflits ont été présentées par Honoré Ndiaye président du MALAO, Bassa Diawara coordonnateur du CASADES et Abdoulaye Seck chargé de programme de Amnesty international Sénégal.

Le modérateur et coordonnateur de la journée, Pape Ibrahima Beye, a eu le plaisir, dans son résumé, de souligner que non seulement la coopération avec chaque partenaire a porté de beaux fruits dans le développement de la démocratie et de la bonne gouvernance au

Sénégal. Il a particulièrement salué les efforts faits par la FKA et ses partenaires de réunir les efforts et de créer des synergies pour une plus grande efficacité des actions.



Le Modérateur Pape Ibrahima Beye



Des invités en discutant

La présence et la participation de plusieurs personnalités de la vie politique et artistique du Sénégal a été vivement saluée. Citons à titre d'exemple Ousmane Badiane, le premier vice président du Conseil Régional de Dakar, Cheik Aliou Ndao et Aminata Sow Fall, qui à travers sa belle contribution a vivement encouragé la FKA et ses partenaires à aller toujours de l'avant pour la sauvegarde et l'avancement des valeurs démocratiques avec au centre, le respect et le développement de la dignité humaine.

Ute G Bocandé, Dakar, le 30 juin 2012

Programme

Journée des portes ouvertes de la FKA et de ses partenaires

Démocratie, justice, liberté, paix

50 ans de coopération internationale de la Fondation Konrad Adenauer

Le mercredi 27 juin 2012 Fondation Konrad Adenauer

La FKA et ses partenaires se présentent
à l'occasion du jubilé des 50 ans
de sa coopération internationale

Programme

8h30 Installation des participants

9h00 Allocution de bienvenue (Fatoumata Gueye) et historique de la coopération de la FKA au Sénégal (U. G. Bocandé)
Discours de **l'Ambassadeur allemand**, S. E. Christian Clages
Discours du **Ministre de l'Enseignement supérieur** et de la recherche, porte parole du Gouvernement, S. E. Serigne Mbaye Thiam

Contributions des partenaires (5 min. par partenaire) :
Il s'agit de montrer **les résultats et l'impact** des formations et publications sur le développement de la démocratie et de la participation citoyenne au Sénégal. Le focus sera mis sur les débats.

9h15 **Décentralisation**

Décentralisation et développement local. **TAATAAN ASADIC**

Secteur économique

La promotion du secteur économique privé et de l'entrepreneuriat.
Conseil National du Patronat CNP

Perspectives de réintégration économique et sociale d'émigrés retournés au Sénégal. **CARITAS**

Débat

10h00

Pause café

10h30

Médias

Un journalisme de qualité vecteur de la démocratie. **Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information CESTI**

Une agence de presse au service des citoyens et des médias nationaux et internationaux. **Agence de presse sénégalaise APS**

Le journalisme en régions frontalières, un défi et une chance. **Association des journalistes en régions frontalières AJRF**

Présentation de **l'Association des communicateurs catholiques du Sénégal**

Une radio de réflexion et d'éducation à la citoyenneté. **Convergences Thies**

Connaître ses droits par voie radiophonique. **Radio Al Fayda, Kaolack**

Débat

11h30

Les jeunes élites, moteurs et vecteurs du développement

Les jeunes s'engagent pour l'éducation civique et la réflexion. **Mouvement Citoyen**

Solidarité, excellence et identité culturelle dans l'espace scolaire et universitaire. **Association nationale des élèves et étudiants Bassari ANEEB**

Education à la paix et au dialogue à l'Université. **Jeunesse étudiante catholique JEC**

Education à la paix en Casamance. **Génération non-violente**

Le club des amis de la FKA se présente

Le programme des **boursiers** de la FKA

Débat

- 12h30** **Pause déjeuner, d'échanges, de visite des stands,....**
- 14h30** **Promotion des Femmes, Education à la Citoyenneté, aux Droits humains, à la Paix et au respect de l'Environnement**
- Programme d'accès des femmes rurales aux instances de décision.
Groupe de réflexion et d'appui aux initiatives féminines GRAIF
- Accès des femmes aux terres cultivables. Défense des droits des femmes. **Association des Juristes sénégalaises AJS**
- Promotion des femmes sur la base des valeurs chrétiennes. **Coordination des Unions des Associations CUDAFCS**
- Promotion des droits politiques et civiques des femmes. **Association pour le développement des femmes de Kédougou**
- Promotion des femmes et de l'esprit citoyen. **Association pour le développement du pays Bassari au Sénégal ADPBS**
- Femmes et les jeunes vecteurs de développement. **Association d'appui aux initiatives Locales et à l'environnement AILE**
- Débat**
- 15h30** **Afrique Citoyenne. Une bande dessinée qui réjouit et instruit. Association sénégalaise de coopération décentralisée ASECOD**
- Lutte contre les armes légères et pour la paix. **Mouvement contre les armes légères en Afrique de l'Ouest MALAO**
- Promotion du développement de la Casamance. **Comité d'Appui et de Soutien Au Développement Economique et Social en Casamance CASADES**
- La promotion des droits humains, des droits de la femme et des droits des enfants. **Amnesty International**
- 16h00** **Débat et synthèse**
- 17h00** **Cocktail**

L'historique des activités de la FKA Dakar

*La Fondation Konrad Adenauer a commencé ces activités au Sénégal il y a plus de 35 ans, tout d'abord dans le cadre d'appui à la décentralisation. L'objectif principal de cette coopération, a été et est la promotion de la **démocratie à la base et de la bonne gouvernance dans les collectivités locales.***

En 1976 furent jetés les jalons d'un ambitieux programme de formation de cadres de la Direction de l'Expansion Rurale et des populations rurales. Dans une deuxième phase, avec le soutien de la FKA, furent élaborés les plans locaux de développement pour chacune des communautés rurales, et depuis 1995 le programme d'appui aux collectivités locales conduit par l'agence **ASADIC Taataan** met en oeuvre un programme de renforcement de capacités de conseillers ruraux et des responsables des organisations de la société civile pour les aider à bien mener les tâches que les pouvoirs publics et le peuple leurs ont assignées.

Dans le domaine de la promotion économique, le partenaire privilégié de la FKA au Sénégal est, depuis 1992, le **Conseil National du Patronat du Sénégal (CNP)**.

L'objectif principal de cette coopération est la *promotion du secteur privé et l'implantation d'un modèle d'économie de marché d'orientation sociale* par le biais de mesures de formation pour entrepreneurs, cadres et employés d'entreprises, des études du paysage économique et de la publication de la revue «Entreprendre Plus ». Il s'agit également de promouvoir le dialogue entre le secteur privé et le monde politique et du *dialogue entre le CNP et les partenaires stratégiques des entrepreneurs : le parlement, le gouvernement, les médias, les syndicats, les conseils régionaux.*

Dans le domaine de la promotion économique, la FKA coopère aussi avec la **CARITAS** dans un programme de réinsertion d'émigrés retournés au Sénégal.

Depuis 1997, une nouvelle phase de projet a commencé et la FKA a élargi ses programmes et le faisceau de ses partenaires. De 2 en 1992, nous en sommes à 24 actuellement ! Une importance particulière est accordée à la *sensibilisation des populations en vue de leur participation massive aux échéances électorales.* Ainsi, la FKA a souvent soutenu le **Ministère de l'Intérieur**, durant des périodes électorales. Avec des spots transmis à la radio et à la télévision, des banderoles, des affiches, des manifestations publiques et populaires, on a mené des actions à travers le pays pour inciter les populations à s'inscrire sur les listes électorales et pour les mobiliser à participer massivement aux élections.

Le soutien des institutions élues au Sénégal revêt un grand intérêt pour la FKA, ainsi elle a aidé les parlementaires de l'**Assemblée Nationale** de se familiariser avec les Nouvelles Technologies de l'Information par le biais de formations et de séminaires. Elle a également organisé des séminaires de renforcement de capacités avec le **Sénat** et l'Assemblée Nationale, comme par exemple sur les procédures législatives et d'amendement.

Les **médias en tant que vecteur et les journalistes comme multiplicateurs des idéaux de la démocratie** revêtent un point focal dans l'engagement de la FKA au Sénégal. C'est dans cette perspective que la FKA coopère, depuis 1996, avec le **Centre**

d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) de l'Université Cheikh Anta Diop et depuis 2000, avec l'**APS (Agence de Presse Sénégalaise)**.

La coopération avec le CESTI est surtout connue à travers la publication des *Cahiers de l'Alternance*. Le premier volume : *Chronique d'un événement démocratique majeur* a été l'amorce d'une série titrée *Cahiers de l'Alternance*. Ayons une pensée pieuse pour le regretté Alain Agboton, co-initiateur des Cahiers, décédé en 2004. L'actuel numéro porte sur *l'Université de Dakar à la croisée des chemins* et sera présenté au public le 10 juillet prochain. Un autre produit de marque de cette coopération sont les « *Regards croisés entre politique et médias* » qui constituent un échange fructueux entre représentants des partis politiques et des médias.

La FKA soutient l'**Agence de Presse Sénégalaise** dans le cadre du renforcement des capacités des journalistes. Depuis 2008, le thème de *l'information régionale* est au focus de cette formation continue.

L'Association des Journalistes en Régions Frontalières AJRF est un produit des séminaires en régions périphériques, avec le soutien de la FKA et du CESTI, elle organise des renforcements de capacités pour journalistes dans ces zones difficiles d'accès et dans des conditions souvent particulières.

Un des objectifs prioritaires de la FKA au Sénégal est le **renforcement des organisations de la société civile** qui contribuent au développement de la démocratie et de l'esprit citoyen des populations. Dans le cadre de la promotion de l'éducation civique des jeunes, la FKA coopère avec l'organisation **ASECOD** (Association Sénégalaise pour la Coopération Décentralisée) dans le cadre de la bande dessinée pour jeunes intitulée *Afrique Citoyenne*. Ces BD sont envoyées aux CEM, Lycées et associations de jeunes.

La FKA œuvre pour la promotion de la femme dans les domaines économiques et politiques en soutenant le **GRAIF (Groupe de Recherches et d'Appui aux Initiatives Féminines)** dans la région de Thiès, depuis 1998, dans ses programmes d'accès des femmes aux postes de décision. Dans la région de Kédougou, elle appuie l'**Association de promotion des femmes de Kédougou**, avec les mêmes objectifs, et au niveau national, elle coopère depuis de longues années avec la **CUDAFCS (Coordination des unions des associations des femmes catholiques du Sénégal)**.

Le **Mouvement Citoyen** est le partenaire de la FKA depuis plus de quinze ans dans un programme de *formation politique et civique de jeunes acteurs de développement* qui vise à sensibiliser les jeunes et à les motiver à s'impliquer dans l'éducation civique et la prise de décision.

Les **Mouvements d'action catholique** comme les **Scouts**, les **CVAV** et la **JEC** sont venus rejoindre le pool des partenaires de la FKA, tous des partenaires engagés à combattre l'incivisme et à instaurer une notion de citoyenneté basée sur la responsabilité, le respect du bien commun et la promotion de la participation citoyenne.

Chemin faisant, et avec ces expériences probantes, la FKA a compris que l'engagement des jeunes est le fer de lance pour une nouvelle citoyenneté, pour un véritable changement de mentalités et la manière de gérer la cité. Une autre notion est venue s'ajouter aux actions soutenues par la FKA: l'importance de l'identité culturelle

pour le développement. Pour paraphraser Senghor, il faut être profondément enraciné dans sa culture pour pouvoir s'ouvrir aux autres. Ainsi on pourra bénéficier au maximum des différentes cultures et apporter notre contribution aux autres, enrichir le patrimoine culturel national voire mondial. Dans ce sens, mais aussi dans beaucoup d'autres domaines, particulièrement la protection de l'environnement, la promotion de la femme et des jeunes, nous coopérons avec **l'Association des Elèves et Etudiants Bassari**, **l'Association d'appui aux initiatives locales et à l'environnement** et avec **l'Association pour le développement du pays Bassari au Sénégal**. Nous avons également coopéré dans ce sens avec la **Société Goethe** des défunts professeurs Sadji pour qui nous avons une pensée pieuse.

La promotion des droits humains, l'éducation à la paix et la gestion et prévention des conflits sont devenus des thèmes d'actualité avec l'aggravement du conflit casamançais, ainsi depuis plus de dix ans, la FKA coopère avec **Amnesty International** section du Sénégal, le **CASADES** Comité d'Appui et de Soutien Au Développement Économique et Social en Casamance et la **Génération Non violente** GNV. Dans la même lancée, elle soutient le **MALAO** Mouvement africain de lutte contre les armes légères en Afrique de l'Ouest dans un programme de formation sur les armes légères et de petit calibre (FALSEN).

Le **dialogue interreligieux** figure parmi les priorités de la FKA au Sénégal et dans le monde. Dans ce domaine, la FKA coopère avec l'Université Cheikh Anta Diop, la Direction des Œuvres diocésaines et l'Ambassade d'Israël. Depuis 2006, la FKA organise des réflexions sur les religions et le dialogue interreligieux, le mieux connu est le colloque annuel sur le dialogue interreligieux qui s'avère être également un dialogue entre les cultures.

Le programme de **bourses** est en quelque sorte transversal: au-delà de la promotion des élites qui brillent par leur excellence aux études et leur engagement pour la société, les boursiers issus de plus de 7 pays d'Afrique, constituent un pool d'échange interculturel et interreligieux et un véritable think-tank sur les problèmes de société et les perspectives de développement.

Last but not least mentionnons le **cinéclub** de la FKA. Devenu une institution, il a été créé en 2004 et réunit tous les derniers jeudis du mois entre 50 et 100 jeunes et moins jeunes autour d'un film, pour donner l'occasion de regarder un long métrage de préférence africain et d'en discuter. Je vous invite d'ores et déjà à la sortie du film **Les fils du Caméléon**, demain à 17h à la FKA. Nous ne voulons pas faire la concurrence au football...mais je saisis l'occasion pour vous inviter cordialement à cet évènement exceptionnel, ne vous le faites pas raconter, mieux vaut prendre les résultats de la demi-finale en différé !

Je remercie tous les partenaires et amis de la FKA et j'espère que de nouveaux liens et contacts, de idées inspirantes et des synergies sortiront de cette journée. Donc je vous souhaite de fructueux échanges et vous remercie de votre aimable attention.

Ute G Bocandé



TAATAAN ASADIC

Décentralisation et développement local.

GENESE DE L'APPUI DE LA FKA A LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION AU SENEGAL

I -CONTEXTE : Politique de décentralisation et de Développement local au SENEGAL

La crise économique durable que connaît le monde actuel et dont les caractéristiques structurelles frappent encore plus durement les pays Africains sahéliens en particulier, a fini par mettre en évidence les limites de la conception centralisatrice sur laquelle a été bâtie traditionnellement la politique économique.

Il est reconnu aujourd'hui que l'interventionnisme de l'Etat dans les secteurs vitaux de l'économie, le protectionnisme en faveur de certains groupes industriels ne sont plus une panacée pour sortir les populations de la crise et résoudre les problèmes ardu de pauvreté accentués par la précarité de l'emploi, l'exode rural, l'émigration, la dégradation continue du cadre de vie et des conditions d'existence.

C'est pourquoi, il est apparu nécessaire de recourir à des politiques de décentralisation.

La décentralisation constitue un enrichissement de l'exercice du pouvoir par la participation consciente des citoyens dont la solidarité est effective dans les collectivités librement administrées par les élus locaux appuyés par les représentants de l'Etat en vue de leur développement économique et social.

Au Sénégal, pays où l'administration territoriale et locale connaît une longue tradition qui remonte à l'époque coloniale, l'Etat a opté de façon volontaire pour une politique de décentralisation.

Ce processus, enclenché depuis plusieurs décennies déjà, laisse apparaître une nette volonté politique d'adapter les structures administratives aux impératifs du monde moderne et aux idéaux de liberté et de démocratie auxquels adhèrent depuis toujours les populations Sénégalaises.

En effet, depuis son accession à la souveraineté internationale, le Sénégal a opté pour une politique de décentralisation progressive et irréversible qui, depuis l'élargissement du statut de commune de plein exercice à toutes les communes sénégalaises en 1960, a connu trois étapes marquantes :

- ✓ en 1972 d'abord avec la création des communautés rurales qui permettra aux zones rurales de bénéficier des vertus de la décentralisation;
- ✓ en 1990 ensuite avec la suppression du statut spécial de certaines communes et le transfert de la gestion des communautés rurales des sous-préfets aux présidents de conseil rural, qui deviennent ordonnateurs de leur budget ;
- ✓ en 1996 enfin avec la promulgation des six (6) lois du 22 mars 1996 et de leurs décrets d'application qui va ouvrir de nouvelles perspectives d'élargissement et d'approfondissement de la décentralisation avec l'érection des régions, jusque là simples circonscriptions administratives en collectivités locales devant servir de cadre à la programmation du développement économique, culturel et social.

En réalité, le Sénégal a très tôt pris conscience de l'intérêt et de l'importance que revêt la décentralisation pour une plus grande diligence et une meilleure prise en charge des besoins exprimés localement.

C'est ainsi que, différentes politiques et réformes ont été mises en œuvre en matière de décentralisation ce qui a abouti aujourd'hui à l'existence de Collectivités locales s'administrant librement, dotées de compétences précises et disposant de ressources nécessaires à l'exécution de leurs programmes.



Cependant, malgré tous les efforts jusqu'ici consentis, des défis majeurs subsistent encore dans un environnement marqué par l'analphabétisme et le manque de formation de l'écrasante majorité des citoyens en général et des élus locaux en particulier. C'est pourquoi le gouvernement du Sénégal accorde une importance particulière à la formation des élus et des membres de la société civile dans la mise en œuvre de la politique de décentralisation.

Aussi, la Fondation Konrad Adenauer (**FKA**), consciente de l'intérêt et de la place qu'occupe la formation dans le processus de décentralisation, a fait du renforcement de capacité des acteurs locaux singulièrement des élus et des membres de la société civile, son domaine d'intervention majeur dans son appui à l'Etat du Sénégal.

Cet appui qui remonte depuis 1976, se poursuit encore à travers le programme d'appui aux collectivités locales mis en œuvre par l'agence Taataan.

Pour mieux comprendre comment cet appui a évolué et quels sont les acquis majeurs tirés de cet appui ; il importe de dresser la genèse de l'appui de la FKA à la politique de décentralisation au Sénégal.

II - GENESE DE L'APPUI DE LA FKA A LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION

De 1976 à ce jour, l'appui de la FKA à la politique de décentralisation s'est poursuivi en quatre phases successives.

❖ PHASE I (1976 -1984) APPUI A LA MISE EN PLACE D'UNE ADMINISTRATION LOCALE

Objectif global: Assurer la formation des cadres intermédiaires de l'administration déconcentrée.

Objectifs spécifiques:

- ✓ Renforcer les capacités techniques des agents des CERP, cheville ouvrière de la réforme.
- ✓ Renforcer et consolider les aptitudes de communication et d'animation des agents chargés de la mise en œuvre de la réforme sur le terrain.

Acquis majeurs:

- ✓ En 1984 toutes les collectivités locales sont dotées d'organes élus pour participer à la gestion des affaires locales ainsi naquit une première ère dans la participation des populations rurales.
- ✓ Les capacités d'intervention des cadres et agents des CERP renforcés.

❖ PHASE II (1985 -1996) PROMOTION D'UNE PLANIFICATION A LA BASE

Objectif global:

Améliorer le système de planification nationale qui n'intégrait que très faiblement les préoccupations locales.

Objectifs spécifiques:

- ✓ Doter chaque communauté rurale d'un cadre de référence et des outils de programmation de leurs investissements pour une rationalisation des ressources locales.
- ✓ Mettre à la disposition des élus locaux un instrument de contrôle et de suivi sur le représentant de l'Etat, ordonnateur du budget.

Acquis majeurs:

- ✓ En 1990 transfert de la gestion du budget du représentant de l'Etat au président de la communauté rurale ce qui traduit une avancée dans la responsabilisation des élus locaux.
- ✓ En 1996 l'adoption d'un nouveau code des collectivités locales conférant aux élus locaux la compétence PLANIFICATION ainsi que la reconnaissance juridique des plans locaux de développement (PLD) comme outils de planification des investissements locaux.

❖ **PHASE III (1997 - 2003)**
PROMOTION D'UNE BONNE GOUVERNANCE LOCALE PARTICIPATIVE

Objectif global:

Tester et vulgariser une démarche axée sur le développement d'outils et de mécanismes de gestion participative du développement dans une perspective de bonne gouvernance locale.

Objectifs spécifiques:

- ✓ Construire et promouvoir des cadres de concertation (CVD et CIVD) pour assurer la participation des populations, à côté des élus, à l'élaboration et à l'exécution des projets/programmes de développement local.
- ✓ Assurer la capitalisation des acquis à travers la production et la publication de supports et d'outils pour la formation des acteurs locaux.

Acquis majeurs:

- ✓ Appropriation des outils et de la démarche par les partenaires tels GTZ, PNUD/FENU, Banque Mondiale et Union Européenne dans la mise en œuvre de leur programme d'appui à la décentralisation.
- ✓ Publication et vulgarisation de modules de formations adaptés aux besoins des acteurs locaux et singulièrement des élus.

❖ **PHASE IV (2004 – à ce jour)**
❖ **PROMOTION D'UN DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF PAR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES ET COMPETENCES DES ACTEURS LOCAUX**

OBJECTIF GLOBAL

- Promouvoir un développement local participatif par le renforcement des connaissances et des compétences des acteurs locaux.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

- ✓ Planifier et mettre en œuvre des sessions de formation au profit des élus; des membres des OCB et personnel d'appui aux C.L en rapport avec les ARD en vue d'assurer une gestion efficace et transparente des collectivités locales.
- ✓ Planifier et animer des sessions de formation de formateurs pour créer des pools de formateurs au niveau des zones d'intervention et contribuer à pérenniser les actions de formations entreprises par le PACL;
- ✓ Publication et vulgarisation d'outils et de supports pour les formateurs en décentralisation et développement local afin de contribuer à l'offre de formation;
- ✓ Tenir des réflexions stratégiques sur des thématiques relatives à la décentralisation et au développement local.

Acquis majeurs:

- ✓ Publication et vulgarisation de sept (07) Numéros du « cahier du formateur en décentralisation et développement local »; ouvrages de plus en plus sollicités par les étudiants évoluant dans les nouvelles filières de la décentralisation et du développement territorial
- ✓ Développement d'un partenariat soutenu avec les ARD et appui à la mise en place de pool de formateurs.
- ✓ Développement d'un partenariat avec une radio communautaire (JOKKO FM) pour amplifier et relayer les contenus des formations auprès des citoyens.



Saliou Faye, Journée portes ouvertes 2012

réussite de la politique de décentralisation passe nécessairement par une correcte prise en charge des besoins de formation.

Conclusion

L'appui de la FKA au processus de décentralisation et de développement local, peut être considéré comme un laboratoire, un vivier de réflexion et d'observatoire de bonnes pratiques.

L'intervention de la FKA a su s'adapter et épouser les contours des enjeux déclinés par les autorités publiques centrales et locales.

En optant de focaliser son appui sur le renforcement des capacités des acteurs locaux; la FKA a bien conscience que la

CHEIKHOU OUMAR FAYE



Conseil National du Patronat CNP

La promotion du secteur économique privé et de l'entrepreneuriat.

COMMUNICATION

- **Madame Andrea KOLB, Représentante Résidente Fondation Konrad Adenauer (FKA),**
- **Madame Fatoumata GUEYE, Fondation Konrad Adenauer,**
- **Madame Ute BOCANDE, Fondation Konrad Adenauer,**
- **Mesdames et Messieurs les Partenaires de la FKA,**
- **Mesdames et Messieurs les participants.**

J'ai un immense plaisir de vous parler du partenariat CNP/FKA à l'occasion de la journée des Portes Ouvertes de la FKA et de ses partenaires, pour fêter les 50 ans de coopération internationale de la Fondation Konrad Adenauer.

Mesdames et Messieurs, ma présentation se fera en 2 temps :

Tout d'abord, je vais vous faire une brève présentation du Conseil National du Patronat du Sénégal (CNP) et ensuite je vais essayer de condenser le partenariat CNP/FKA qui a aujourd'hui 20 ans d'existence.

I. PRESENTATION DU CNP

Le Conseil National du Patronat (CNP) est une confédération de groupements professionnels d'Employeurs dont les entreprises sont présentes dans tous les secteurs d'activités de l'économie nationale.

1. Nos secteurs d'activités sont :

L'Industrie, l'Agriculture, les Banques et Etablissements Financiers, les Assurances, les Transports (aériens, maritime et terrestres), le Transit et la Manutention, les Bâtiments et Travaux public, le Tourisme et l'Hôtellerie, les TIC, le Notariat, le Franchise, la Santé, l'Intérim, le Conseil, le Commerce et les Services, l'Entrepreneuriat Féminin, etc... pour ne citer que ceux-là.



Jean Pierre Phan, CNP

Le CNP est une Confédération de 33 Groupements professionnels de base et 6 Membres Associés.

Il représente :

- 75% des activités productrices du secteur moderne
- Plus de 80 00 emplois permanents
- Plus de 3500 milliards de FCFA de chiffres d'affaires
- Un ensemble de quelques 1200 entreprises

2. Nos Missions

- Représenter les membres et défendre leurs intérêts auprès des instances nationales, régionales et internationales.
- Constituer un cadre de concertation approprié pour une coopération dynamique
- Assurer la cohésion indispensable des membres
- Renforcer le dialogue public/privé et la concertation avec les partenaires au développement.
- Et enfin, communiquer toutes informations utiles portant sur l'environnement des entreprises.

3. Nos Instances de Décisions et de Représentation sont :

- L'Assemblée Générale des Représentants
- Le Conseil d'Administration
- Le Bureau Exécutif
- Le Secrétariat Permanent
- Les Commissions Techniques

4. Nos Services

Pour le Renforcement des capacités des membres, nous avons 4 cellules actives à savoir :

- Cellule « Productivité et mise à niveau des entreprises »
- Cellule « Sécurité en milieu professionnel »
- Cellule « Informations commerce International »
- Cellule « VIH/SIDA et maladies transmissibles »
- Notre engagement de défense des intérêts des membres : notre force de proposition et de négociation à travers les commissions techniques.
- Notre engagement social à travers :
 - La prévention en hygiène, sécurité et environnement
 - La prévention des risques professionnels
 - La charte sociale tripartite
 - La promotion de la RSE

5. Nos supports de communication

- Le Revue Entreprendre Plus
- L'Emission radiophonique mensuelle « l'Entreprise Citoyenne » diffusée sur la Radio Sénégal International RSI 92.5 FM.
- Le Site Web : www.cnp.sn

- Le CD-Rom interactif
- Les Emissions Télévisées
- L'Annuaire des membres
- Les séminaires et les ateliers, etc.

II. LE PARTENARIAT FKA/CNP

Le Partenariat CNP/FKA a aujourd'hui 20 ans. En effet, ce partenariat exemplaire a débuté en 1992 et s'est intensifié au cours des années.

Il est bon de rappeler que le Projet CNP/FKA vise le renforcement politique et économique du rôle du Conseil National du Patronat (CNP). Le partenariat exemplaire entre nos deux institutions nous a permis de renforcer les capacités organisationnelles pour la défense des intérêts de nos membres, ce qui a eu comme résultats positifs l'augmentation de nos membres qui a presque doublé en moins de 15 ans.

Le partenariat CNP/FKA nous a aussi permis de renforcer et d'augmenter :

- la compétitivité des entreprises
- le dialogue Public/Privé
- le dialogue social et la démocratie.



Au niveau des acquis, je peux citer entre autres actions positives : la conception du site web du CNP, l'organisation des rencontres périodiques avec les autorités administratives et gouvernementales, etc.

Nous avons instauré aussi depuis 2001, une émission radiophonique appelée « l'Entreprise Citoyenne » qui est programmé chaque mois sur Radio Sénégal Internationale (RSI) 92.5 FM en partenariat avec la FKA.

L'organisation de séminaires de formation, d'atelier de réflexion, beaucoup de rencontres sur l'actualité avec tous les membres du CNP et les acteurs de la vie de l'Economie Nationale.

L'organisation phare du Conseil National du Patronat du Sénégal qui est devenu un évènement annuel attendu par tous les acteurs de l'économie nationale, et qui est toujours réalisé avec un succès éclatant grâce au, partenariat exemplaire avec la FKA, qui est bien entendu « Les Assises de l'Entreprise ».

Chaque année, au mois de décembre, le CNP en partenariat avec la FKA, organise les Assises de l'Entreprise qui enregistre plus de 600 participants. Sont présents à ces

assises les Membres du Gouvernement, l'Assemblée Nationale, tout le Corps Diplomatique, les Partenaires au Développement, les Chefs d'Entreprises pour échanger pendant 2 ou 3 jours de la situation économique et politique du Pays. A l'issue de ces discussions des solutions adéquates sont adoptés pour booster le développement et la compétitivité de l'économie sénégalaise.

Grâce à ce partenariat, le CNP est devenu l'organisation patronale la plus représentative qui siège au niveau de toutes les instances de décision aussi bien au niveau national que sur le plan international.

Je vous remercie de votre aimable attention.



CARITAS

Perspectives de réintégration économique et sociale d'émigrés retournés au Sénégal.

COMMUNICATION SUR LA MIGRATION

Thème : Comment peut-on endiguer l'émigration et créer des opportunités viables pour que les jeunes ne sentent pas le besoin d'émigrer ?

Présenté par Mamadou SARR, chef de la Division du Développement Rural à Caritas Sénégal/ Délégation Diocésaine de Dakar

1. Contexte de la migration

La migration est un phénomène qui a toujours existé dans le monde. Elle concerne surtout des populations quittant leur pays à la recherche du mieux être.

L'émigration clandestine quant à elle se fait en dehors de la réglementation et des dispositions mises en place par les pays de destination. De ce fait les clandestins prennent fréquemment des risques importants pouvant mettre en péril leur propre vie afin de rejoindre des pays présentant des conditions de vie qu'ils espèrent meilleures.

Le Sénégal n'est pas épargné par ce phénomène qui a pris une ampleur grandiose, ces dernières années. L'âge des émigrés est compris entre 15 et 35 ans. Dans cette tranche d'âge figure aussi quelques femmes candidates à l'émigration.

Ces jeunes empruntent des embarcations de fortune destinées d'abord à la pêche artisanale aux prix fixés entre 300 000 et 500 000 FCFA pour gagner l'Europe, en particulier les îles canaries. Toute la côte Sénégalaise sert de lieu d'embarcation, surtout Dakar (yarakh, Mbao), Mbour, Joal, les Iles du Saloum et la Casamance.

Cette situation alarmante inquiète plus d'un au Sénégal et continue de susciter beaucoup de débats.

La cause principale est la pauvreté qui est plus ressentie en zone rurale, en milieu périurbain des grands centres. Elle a comme conséquences, l'exode massif des jeunes vers les grands centres urbains et puis vers l'Afrique du nord et l'Europe pour ceux qui ont une ambition beaucoup plus grande.

2. Comment peut-on endiguer l'émigration et créer des opportunités viables pour que les jeunes ne sentent pas le besoin d'émigrer ?

2.1 Réponse de l'état du Sénégal

Le gouvernement du Sénégal agit à trois niveaux :

Tout d'abord par la répression, en lien avec les pays d'Europe (l'Espagne principalement) qui lui octroient des moyens additionnels pour la surveillance côtière et l'interception (hélicoptères, avions, vedettes rapides) ; opérations conjointes avec la police nationale pour encadrer le rapatriement de nos ressortissants refoulés etc.

La seconde réponse consiste à donner un appui aux projets des jeunes. Le plus important étant le plan REVA (retour vers l'agriculture) avec des aménagements hydro agricoles, du crédit pour l'approvisionnement en intrants et matériels agricoles et des facilités pour la vente et la transformation de la production. Cette proposition ne rencontre pas l'enthousiasme de jeunes. Ou ils ne croient plus à la terre qu'ils ont quittée avec l'exode rural, ou ils sont des citadins pour la plupart et ne connaissent pas le travail de la terre.

Le dernier niveau consiste à organiser une migration légale par la sélection des candidats potentiels, leur formation et leur envoi en Espagne après avoir préalablement négocié avec les entreprises et/ou exploitations agricoles devant les accueillir.

2.2 Contribution de l'Eglise du Sénégal

Conformément à sa mission, l'Eglise du Sénégal et l'Archidiocèse de Dakar en particulier entend s'impliquer dans la lutte avec tous les acteurs partageant les mêmes préoccupations. Ainsi, la Caritas Diocésaine de Dakar a organisé des journées de réflexions sur le phénomène de l'émigration des jeunes, en collaboration avec quelques acteurs.

Les résultats de ces réflexions seront partagés avec les autres Diocèses pour un plan d'action commun à l'Eglise du Sénégal, mais aussi avec les Partenaires extérieurs. Egalement des représentants des Evêques d'Afrique, des Responsables des Caritas d'Afrique et d'Europe et d'autres ONG travaillant en lien, se sont réunis en forum sur le thème « Migration, Politiques, et Droits de l'Homme ».

2.3 Nécessité de mise en pratique d'une approche globale pour endiguer l'émigration et créer des opportunités viables

Pour ce faire il faudra :

- **organiser la migration légale** sous l'angle de la migration professionnelle et étudiante, qui permet un meilleur fonctionnement des marchés de travail des pays de destination et représente, tant par le transfert que l'acquisition de compétences professionnelles par les migrants, une contribution au développement des pays d'origine.¹

¹ Déclaration finale 2^{ème} conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement

- **lutter contre la migration irrégulière** : cette lutte devra être axée sur la fraude documentaire, le contrôle aux frontières, le retour- l'accompagnement- la réinsertion des migrants irréguliers dans leurs pays d'origine, la répression du trafic des migrants et de la traite des êtres humains doivent faire l'objet d'une coopération internationale.²

- **le renforcement des synergies entre migration et développement** : il conduit à privilégier le renforcement des politiques d'emploi et de gestions des migrations. Il convient également de promouvoir la croissance, l'emploi productif et le travail décent dans les pays et régions d'origine de la migration.³

3. Un exemple de synergie entre migration et développement

Caritas Dakar dans le cadre de la mise en synergie des actions a eu un appui financier de la Fondation Konrad Adenauer Stiftung et du C.C.F.D. pour la mise en œuvre d'un Projet de « **Structuration et de Capacitation des jeunes migrants de la petite Côte (zone du sine)** ».

Objectif Global du Projet

Contribuer à la réduction de la Migration des Jeunes vers les Pays d'Afrique du Nord et d'Europe, trois ans après la mise en place du Projet.

Objectifs Spécifiques

O.S.1 Renforcer les capacités de Jeunes en Entrepreneuriat et Gestion des Microprojets durant la mise en œuvre du Projet ;

O.S.2 Structurer les Jeunes en Structure villageoise et créer un Cadre d'échanges par la mise en place d'une Union des Structures villageoises dans la première étape de l'exécution du projet ;

Résultats attendus:

R.1.1 : Les jeunes ont leurs capacités renforcés en gestion entrepreneuriale et micro-projets dans les domaines identifiés et supposés les plus rentables ;

R.2.1 : Les Structures villageoises et l'Union des Structures villageoises créées et fonctionnelles.

Activités réalisées

➤ Prise de contact et d'informations sur le démarrage du projet avec les Autorités locales et religieuses, et les Organisations de jeunes bénéficiaires du projet.

➤ Assemblée générale constitutive de la fédération des jeunes migrants

² Déclaration finale 2^{ème} conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement

³ Déclaration finale 2^{ème} conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement

A l'entame de la rencontre, le chef de projet a eu à partager et échanger avec l'assistance sur les dimensions d'une organisation et cela, pour permettre à tout un chacun de comprendre les enjeux de la mise en place de la fédération qui va regrouper plusieurs villages.

Ces dimensions se résument fondamentalement en trois grandes dimensions que sont :

Etre : la philosophie, les valeurs, la vision, la mission, les stratégies etc. ;

Faire : l'existence du programme, la pertinence, l'efficacité, l'efficacités ;



Partage avec les Délégués des Jeunes des cinq villages de Palmarin à la salle de délibération du Conseil rural de Palmarin

Relations / Environnement : les instances, les partenaires financiers, les partenaires techniques et les partenaires de base

Après cette séance, l'assistance réunissant 22 délégués sur les 32 convoqués a procédé à l'élection du Comité Directeur de 9 membres. Tous les 8 villages y sont représentés.

Une fédération dénommée « LINGUIR » qui signifie « œuvrons ensemble la main dans la main » s'est donnée comme mission : endiguer l'émigration clandestine dans l'Arrondissement de Fimela avec « zéro clandestin dans le Fimela ».

➤ Réunion du Bureau exécutif

La réunion est tenue à la salle du Site « Nanaay » le 29 juin 2010 et a pour objet d'échanger sur les projets de Statut et de Règlement intérieur de la Fédération, mais aussi d'élaborer le plan d'actions qui devra aboutir à la production d'un Document de Projet devant être envoyé à la Caritas Dakar pour la recherche de Partenaires financiers.

Plan d'actions élaboré d'une manière participative par l'assistance

- Restitution des résolutions de la réunion du Bureau exécutif dans les villages ;
- Confection de cartes de membre de la fédération et mise en vente dans les villages,
- Rencontres sectorielles pour les études diagnostiques dans les villages ;
- Restitution des actions retenues dans les villages ;
- Compilation (mise en commun) des études diagnostiques en assemblée générale ;
- Elaboration du Projet par un groupe restreint au siège provisoire de la Fédération ;
- Restitution du Document de Projet en assemblée générale pour amendement et validation au siège provisoire de la Fédération ;

- Remise du Document de Projet au Directeur de Caritas Dakar à la Direction de Dakar.

➤ Organisation des ateliers de formation

Atelier1 : Formation en Dynamique organisationnelle et gestion administrative d'une Organisation communautaire de base

Cette session a eu lieu au Site « Nanaay » de Palmarin Facao pour les 30 juin et 1er juillet 2010. Elle a regroupé 24 délégués dont 5 jeunes femmes.

L'animation était assurée par Monsieur Ibrahima DIALLO Expert Formateur, Directeur du Centre de Formation Polyvalent des Prestataires de Services d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises de Thiès.

Atelier 2 : Formation en Gestion financière

Organisé au Site « Nanaay » de Palmarin Facao pour les 08 et 09 juillet 2010. Cette session a vu la participation de 24 délégués dont 6 jeunes femmes.

L'animation était également assurée par Monsieur Ibrahima DIALLO Expert Formateur, Directeur du Centre de Formation Polyvalent des Prestataires de Services d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises de Thiès.

➤ Evaluation des activités déroulées
Cette activité marque la fin de cette première étape. Elle a été commanditée par la Fondation Konrad Adenauer Stiftung



La chargée de communication du Centre de Formation Polyvalent des Prestataires de Services d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises de Thiès a modéré cette activité

pour des besoins institutionnels et pédagogiques. La Représentante adjointe de la Fondation, chargée des Programmes, Le Vice-président de la Communauté rurale de Palmarin, le Curé de la paroisse de Palmarin et le Directeur de Caritas ont rehaussé la journée par leur présence effective.



CESTI - Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information

Un journalisme de qualité vecteur de la démocratie.

UN JOURNALISME DE QUALITÉ, VECTEUR DE LA DÉMOCRATIE

Par Ibrahima SARR, Directeur du CESTI

Je suis très sensible à l'honneur que me fait la Fondation Konrad Adenauer (FKA) d'intervenir dans le cadre de ce séminaire. La FKA contribue à l'encouragement de la démocratie, au renforcement de l'État de droit, à l'animation de l'espace public par l'instauration d'un dialogue permanent non seulement au plan politique, mais aussi à travers des échanges entre les cultures et les religions. Cela n'est possible que dans un espace physique pacifié et dans un espace public pluriel, par le biais de la médiation journalistique, d'où l'intérêt du thème de mon intervention de ce matin.

L'existence de médias libres est un élément indispensable à la consolidation de la démocratie au même titre que les autres attributs de tout système démocratique digne de ce nom comme l'organisation d'élections libres au suffrage universel, le multipartisme, les possibilités d'alternance politique et une justice indépendante.

La liberté de la presse constitue un des socles du système démocratique car elle assure l'émergence des opinions et leur libre expression dans leur pluralité et leur diversité. Donc les missions des journalistes dans une société démocratique sont d'une part celles d'une médiation fondamentale entre les différents acteurs en favorisant l'échange entre les élites, les dirigeants et les citoyens, et d'autre part de la publicisation des problèmes qui interpellent l'opinion publique.

D'ailleurs, des discours scientifiques et critiques contemporains proposent une définition consensuelle de la fonction des médias fondée sur un *a priori* normatif : la participation à l'organisation d'un débat public absolument libre. Donc Les médias doivent favoriser un accès démocratique à l'espace public en « *élargissant le cercle de la parole* ». L'existence d'une presse libre constitue une condition, un élément constitutif de la démocratie. Cette fonction est aujourd'hui fragilisée par les dérives et les abus de ce que l'on qualifie improprement de « *Quatrième pouvoir* », par les mises en scène de l'information, par l'intervention de biais dans la production et la sélection des discours⁴.

⁴ Ces discours critiques contemporains ont été rejetés par Géraldine MUHLMAN. Pour elle, ces discours traduisent des jugements assez méprisants parce que reposant sur la certitude que le regard du journaliste demeure à la surface des

Pour que le journalisme puisse être un vecteur de la démocratie, il faut que certaines conditions soient remplies.

Première condition : Il faut que les médias soient animés par des journalistes bien formés et informés des enjeux qui se posent au sein de la société ;

La deuxième condition est liée à la première : c'est la revalorisation de l'enquête et du reportage journalistiques au détriment du sensationnel, du spectaculaire, du « *people* » et des informations portant sur les polémiques politiciennes. Cette revalorisation passe forcément par la maîtrise des formats journalistiques et requiert une bonne formation



Troisième condition : c'est la contribution des journalistes à la construction d'un espace public pluriel. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, il y a eu au Sénégal l'apparition d'un nouveau paradigme journalistique avec des journaux au menu fort simple : un discours de conseil médiatique adossé aux loisirs, un peu de potins, du sang, du sexe et des photos de la *jet-set* dakaroise, etc. Des questions qui relèvent de la vie domestique, de la vie quotidienne, de l'ordre de l'intimité sont désormais exposées au regard du public ; le voyeurisme devenant la posture privilégiée dans le traitement des informations.

Or, de mon point de vue, dans le cadre d'un journalisme de qualité, les médias doivent aborder les problèmes qui sont considérés d'un fort intérêt par les membres de la communauté considérée. Bref, l'agenda public renvoie aux problèmes qui intéressent l'opinion publique.

Pour réussir cette exigence de qualité dans la formation des journalistes, le partenariat entre la FKA et le CESTI – qui remonte à 1996 et qu'il y a lieu de saluer ici – offre beaucoup d'opportunités à notre institution dans la mise en œuvre de ses innovations pédagogiques, à travers :

- La contribution à l'apprentissage par la pratique (« la pédagogie active ») des étudiants de presse écrite du CESTI, qui ont ainsi l'opportunité de s'exercer au reportage et à l'enquête journalistiques dans le cadre de la réalisation des *Ca-*

choses, donc erroné et loin de la vérité ; il y a aussi, à travers ces discours, un mépris ontologique pour la quotidienneté – la matière première du journaliste. Celui-ci ne peut pas s'en extraire pour atteindre la « vérité » des choses ou l'« être ». Voir : Géraldine MUHLMAN, *Du journalisme en démocratie*, Paris : Payot, 2004, p. 13. Cette critique reprend celle de FOUCAULT, qui dénonce le « culte de l'être caché », qui est à l'origine du mépris des regards quotidiens et ordinaires comme le regard journalistique.

hiers de l'Alternance (15 numéros réalisés depuis le début de notre partenariat) et à la matérialisation de certains projets pédagogiques comme la couverture de l'élection présidentielle de février-mars 2012 ;

- L'organisation de sessions de formation ou de renforcement de capacités des journalistes en zones frontalières (Tambacounda, Kolda, Ziguinchor) autour des thèmes suivants : le traitement des questions environnementales, les règles de l'écriture journalistique, le traitement de l'information sensible en zones frontalières, la promotion de l'information régionale, le processus électoral, etc.
- L'organisation de séminaires appelés *Regards croisés*. Non seulement nous suscitons des débats, mais aussi nous abordons des questions qui occupent une bonne place dans l'agenda public et qui figurent de temps en temps à l'ordre du jour de l'agenda formel des décideurs. Je veux citer quelques thèmes : l'émigration clandestine, la radio communautaire comme instrument de bonne gouvernance, rôle et fonctions des partis politiques et des médias dans une démocratie, rapports entre politiques et médias, bilan de 50 ans de la presse sénégalaise, regards croisés de trois générations de femmes journalistes, rôle et responsabilité des journalistes en période électorale.
- Pour ce qui est des *Cahiers de l'Alternance*, je citerai également quelques thèmes : la question du genre au Sénégal, le dialogue interreligieux au Sénégal, les enjeux de l'émigration clandestine, le défi de l'environnement, le consommateur local, construction et trajectoire de l'État-nation au Sénégal, la crise de l'université sénégalaise, etc.

En plus de cet accompagnement dans les activités pédagogiques, la FKA contribue également à l'amélioration des conditions d'études par l'octroi de près d'une cinquantaine de bourses à nos étudiants, depuis le début du partenariat.

Je souhaite vivement que tous ces efforts fournis de part et d'autre portent les germes d'un journalisme de qualité, au service de notre démocratie en pleine mutation.

Je ne saurais terminer sans rendre hommage à ceux qui ont été à l'origine de ce partenariat : **Mme Anke LERCH** (Représentant-Résident de la FKA de 1999 à 2005), **Mme Ute BOCANDÉ**, **M. Mamadou KOUMÉ** et nos regrettés **Alain AGBOTON** et **Oumar DIAGNE** : paix à leur âme.

Je vous remercie de votre attention.

Agence de presse sénégalaise (APS)

Une agence de presse au service des citoyens et des médias nationaux et internationaux.

Mesdames, mesdemoiselles et messieurs,

Je voudrais d'abord vous exprimer mon immense plaisir d'avoir à représenter l'Agence de presse sénégalaise à cette fête de la Fondation Konrad Adenauer qui célèbre ses 50 ans de collaboration internationale. 50 ans, c'est bien un âge de raison, mais il me semble qu'avant d'atteindre ce demi-siècle la Fondation, je dirais notre Fondation (plus loin j'expliquerai pourquoi), a bien fait la preuve de sa sagesse et de sa maturité, des qualités qui lui donnent le droit de revisiter et de proclamer à son profit le célèbre dicton: "Aux âmes biens nées, la valeur n'attend point le nombre des années".

Elle est bien née et à qui de tenir. N'est-ce pas les wolofs aiment à dire qu'on hérite au moins de sept qualités de son homonyme? Pour avoir eu le privilège de me rendre en Allemagne, grâce à un voyage de quelques responsables de rédaction de la place organisé par la Fondation, et d'avoir eu l'honneur de me rendre à la dernière demeure du grand homme politique allemand où tout est bien conservé depuis son rappel à Dieu en 1967, j'ai pu mesurer en écoutant les commentaires du guide qui nous conduisait combien Konrad Adenauer a impacté sur la structure qui porte son nom. Beaucoup de vertus et de qualités qui étaient en lui sont décelables dans la manière de faire de la Fondation. Dont l'une des visées majeures est, sur la foi d'une pratique de dix ans, la promotion d'un homme libre et averti pour une meilleure contribution au développement de son pays.

Peut-être que ce n'est pas tout à fait cela le but ultime de la fondation et du combat mené par le premier chancelier de la République fédérale allemande, mais, moi, c'est la conclusion brossée à grands traits que je retiens de ma longue pratique de la structure, des femmes et hommes qui l'animent, et de ma randonnée à Rhondorf, le lieu où mourut Konrad Adenauer, après y avoir vécu paisiblement ses dernières années sur terre.

La Fondation célèbre les noces d'or de ses 50 ans de coopération internationale, moi, à travers moi comprenez l'APS, je célèbre aujourd'hui nos dix ans environ de partenariat ou de coopération, si l'on veut rester dans le ton de cette belle manifestation qui nous réunit. Sur la foi de ces dix ans, comme je l'ai dit tantôt, je peux témoigner que je connais assez notre partenaire pour que le jugement que j'émetts sur lui n'ait rien à envier à celui que peuvent faire celui ou ceux qui l'ont pratiquée sur une plus longue période.

Elle n'est pas cachottière, la Dame. Et depuis qu'en 2001 Mamadou Koumé, directeur à l'époque de l'APS, me mit en contact avec Mme Bocandé pour un partenariat dans le travail j'ai aussitôt su que l'agence nationale qui se cherchait encore la personnalité qu'elle a aujourd'hui et qui fait qu'elle compte dans le paysage médiatique, avait trou-

vé l'une des béquilles aptes à lui permettre de répondre à sa véritable vocation de "Grossiste de l'information". Vous savez tous ce qu'est dans le négoce un tel terme qui renvoie à un commerçant chez qui on trouve du tout.

Oui, aujourd'hui, avec ses quarante à cinquante dépêches journalières dans tous les domaines de la vie (lors de la journée du premier tour de l'élection présidentielle passée, on a eu une pointe de 244 dépêches contre 243 au second tour), ses 10.000 internautes environ et ses 1300 à 1500 dépêches reprises par mois par les quotidiens de la place, l'APS mérite bien le nom de "Grossiste".

L'"affaire" (si vous me permettez l'expression) n'est pas tombée du ciel. Elle est le fruit d'une stratégie bien pensée et d'une action hardie bien menée. Je vous épargne le long cheminement --j'ai eu à le développer dans une communication lors des Regards croisés sur l'évolution des médias organisés le 22 février 2011 par le CESTI et la Fondation sur les cinquante ans de presse au Sénégal -- effectué par l'APS pour passer de l'ombre à la lumière. D'organe de presse quasi-inconnu à organe de presse qui compte dans le paysage médiatique national et international. Mais sachez que le processus s'il a été le fait de journalistes pétris de talents et d'un management de bon aloi, fut aussi le produit de concours extérieurs dont celui très appréciable de la Fondation Konrad Adenauer.

Ceux qui se ressemblent s'assemblent, dit le proverbe. Le début du partenariat eut lieu au moment où nous, l'APS, cherchions appui pour compléter l'action de l'Etat qui, c'est un truisme, ne peut pas tout faire. L'appui, on le trouva auprès de la Fondation. Et de quelle manière ! De celui dont rêve tout journaliste : la mise à disposition d'un budget décliné de prime abord, des thèmes de rencontres plus ou moins laissés à notre appréciation, de même que le lieu des rencontres et les personnes-ressources à inviter. Banco !

Dix années et quelques mois. Voilà le temps que dure encore notre compagnonnage bâti sur le socle identifié tantôt. De Thiès, à Saint-Louis en passant par Kaolack, Dakar, Kédougou, Palmarin, à Dindéfelo avec ses chutes pittoresques, Salémata et Egath, site des villages touristiques bassari, l'APS, ses journalistes et une partie de ses administratifs, a cheminé avec la Fondation. Pour, dans ces multiples endroits, acquérir le savoir et l'expérience, mais également se jauger.

Le savoir et l'expérience ont suinté des thèmes de nos rencontres introduits par des experts et discutés ensuite, de manière approfondie par les journalistes de l'APS et leurs invités. Car il y en a eu souvent, histoire d'enrichir au maximum nos échanges. Les thèmes ont porté sur la démocratie au niveau national, à travers l'élection présidentielle et les élections législatives, mais également la démocratie au niveau local, à travers l'action menée par les autorités administratives et les représentants des collectivités. L'environnement, dans des vécus de près comme l'avancée de la mer à Palmarin ainsi que dans la Langue de Barbarie à Saint-Louis, a également meublé nos rencontres dont le plus grand profit reste les dépêches que les journalistes produisent à l'occasion.

Je crois que la Direction de la communication du ministère de l'Intérieur dont le responsable et ses collaborateurs nous ont souvent accompagnés à Thiès et à Dakar dans

les locaux de la Fondation connaît bien nos rencontres périodiques sponsorisées par la structure dont nous fêtons aujourd'hui un moment de son parcours que nous souhaitons plus long en vue de toujours faire partie de ses associés. Beaucoup de constitutionnalistes nous ont également honorés de leur participation à nos séminaires, surtout ceux organisés à l'orée d'un scrutin.

Je ne peux passer sous silence celui tenu à la veille de la dernière présidentielle durant lequel nous réussîmes au siège de la Fondation à Dakar à réunir autour d'une table, une journée durant, le second du Directeur de la communication du ministère de l'Intérieur, le secrétaire général de la Cour d'Appel et un éminent constitutionnaliste. Arrivée des courses : une production en quantité et qualité de dépêches sur tout le processus électoral jusqu'à la proclamation des résultats provisoires, sans oublier la primeur du Code électoral revu et corrigé.

Les articles produits à l'occasion de cette rencontre organisée le 21 janvier ont été pour beaucoup dans les 1395 dépêches de l'APS reprises par les quotidiens, durant le premier mois de cette année électorale.

Je faisais mention, en parlant des opportunités que nous offrent les rencontres co-organisées avec la Fondation, de la faculté de pouvoir nous jauger. L'APS, vous le savez, a des journalistes dans les régions du Sénégal, voire dans les départements et grandes banlieues. Comme on ne peut toujours les avoir au desk central pour nos réunions de rédaction, la direction de l'agence profite des rencontres que nous facilite la Fondation pour les réunir tous et engager avec eux de grandes discussions. Portant sur leur travail et conditions de travail, les moyens dont ils veulent disposer, leurs rapports avec les autorités locales et leurs besoins en renforcement de capacités.

Bref, un brainstorming au sortir duquel l'agence sent sa rédaction plus soudée parce que les journalistes se sont parlé, expliqués et compris. Ces séances d'une journée figurent toujours en bonne place dans le programme des séminaires initiés avec le concours de notre partenaire, la Fondation Konrad Adenauer. Nous avons exprimé, dès l'entame, ce vœu et il a rencontré l'adhésion de cette dernière qui trouve là confirmation de sa justesse de vue consistant à nous suggérer (pas imposer) de sortir de Dakar, à chaque fois que nous sommes en séminaire.

Au-delà du travail appréciable produit, loin des bruits et sollicitations de la capitale, beaucoup de jeunes journalistes du desk central ont découvert les régions de l'intérieur grâce à de tels déplacements. Et des vocations ont vu le jour, car de plus en plus, ils demandent à aller travailler dans les bureaux régionaux.

Nous n'avons pas uniquement échangé entre nous. Notre partenaire, très sensible à notre démarche, l'a enrichie par le biais d'apports extérieurs, sous forme de journalistes d'autres organes sénégalais, d'étudiants du CESTI ou de confrères allemands, invités à nous rejoindre. Ce fut notamment le cas lors de notre séminaire tenu à Dindefelo (17-21 juin 2009) sur "l'Information-Communication et développement : les médias plus proches du développement", quand nous rejoignit le confrère allemand, Helmut Rücker. Sa participation à nos travaux ainsi que sa communication sur "Chances, défis

et problèmes de la presse locale dans un pays décentralisé” sont restées impérissables dans nos mémoires.

Une année plus tard, j’ai pu lors du voyage en Allemagne organisé par la Fondation pour certains responsables de médias nationaux, mesurer sur place à travers des échanges avec des confrères et des visites de rédactions le dynamisme et la diversité de la presse allemande, comme le subodorait Rücker dans nos travaux d’ateliers et apartés à Dindefelo.

Tant de moments passés ensemble, tant de lieux visités ensemble, tant de kilomètres parcourus ensemble, par route ou par les airs --et même à pirogue au dédale des îles au large de Palmarin et à bord d’une charrette, lors d’un retour à notre campement de Palmarin-- ne sont pas sans laisser une certaine complicité, un sentiment de proximité qui fait qu’on se découvre beaucoup d’atomes crochus. Et que l’APS et la Fondation peuvent mutuellement compter l’une sur l’autre. Ce sentiment explique pourquoi, je parlais au début de mon propos de “notre Fondation”. L’inverse est valable : Mme Bocandé, Andréa et n’importe quel autre agent de la Fondation jusqu’à Stephan Gerhold, le prédécesseur d’Andréa qui pilota notre voyage sur l’Allemagne de Dakar à Cologne via l’avion, le train et le bus, peuvent bien sans nous offusquer s’approprier l’APS.

En tous les cas, c’est avec beaucoup de plaisir que je sens que Mme Bocandé ne s’interdit pas de nous bombarder de communiqués et d’informations sur les activités de la Fondation que nous nous faisons le plaisir de mettre sur notre fil à la disposition de nos internautes. A ce propos, je crois que mes réponses à ses mails l’invitant à ne pas se formaliser dans notre coopération ne sont pas tombées dans l’oreille d’une sourde. Merci, Ute, de nous noyer de flots d’informations...

Je crois qu’on est en présence d’un bel exemple de partenariat gagnant-gagnant que nous, à l’APS, souhaitons maintenir et fortifier autant que possible. Vous comprendrez que le bilan est tellement positif que nous voulons, pour parler people, un rajout, un rajout. Qui ne nous fera, à l’APS, que du bien.

Comme nous avons fait la preuve de notre professionnalisme --ce qui nous vaut pour beaucoup d’ailleurs la confiance tant appréciée de la Fondation--, il s’agit d’aller plus loin dans notre mission d’information, en augmentant notre capacité de travail au plan des ressources humaines et des moyens matériels. Ce pourrait être des opportunités de renforcement de capacités, sur place ou en Allemagne, des échanges de journalistes, des stages ou des dons d’outils de travail (ordinateurs, voitures pour le déplacement des équipes de reportage, etc.)

A l’APS, on sait pour en avoir discuté avec les responsables de la Fondation que cela n’entre pas dans leurs prérogatives, mais il nous semble qu’il leur est possible de nous faciliter les contacts avec nos confrères allemands ainsi qu’avec la coopération allemande agissant dans le sens que nous souhaitons. C’est ce plus que nous attendons de notre très chère partenaire. Longue vie à elle, bonne continuation et vive la coopération tissée avec l’Agence de presse sénégalaise.

Je vous remercie de votre attention.

Cheikh Tidiane Ndiaye, Coordonnateur de la rédaction de l’Agence de presse sénégalaise

Association des journalistes en régions frontalières (AJRF)
Le journalisme en régions frontalières, un défi et une chance.

Contribution de Mahamadou Lamine BARRO
Secrétaire Général de l'Association des Journalistes en Régions Frontalières

Le Journalisme en Régions Frontalières : Un défi et une chance

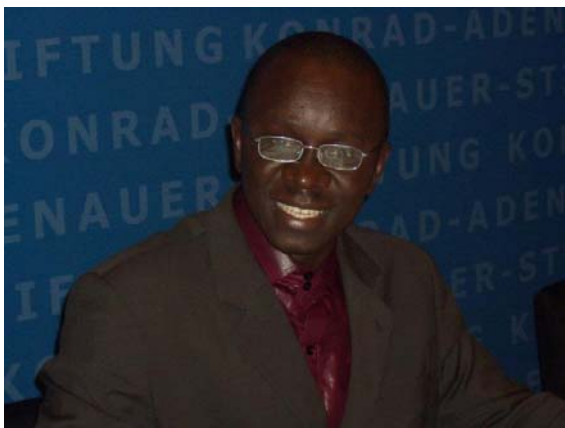
Introduction

L'association des Journalistes en Régions Frontalières (AJRF) a été mise sur les fonds baptismaux le 28 Mai 2010 à Tambacounda au sortir d'un séminaire atelier organisé par la Fondation Konrad Adenauer et qui avait regroupé plusieurs journalistes venus de différentes régions du Sénégal. La création d'une telle organisation avec le soutien et l'encadrement de la FKA, est motivée par le souci de faire face aux conditions difficiles de travail des professionnels de l'information et de la communication résidant dans ces régions. C'est dans cette même dynamique que l'AJRF a inscrit au centre de ses préoccupations le renforcement de capacités de ses membres. Cette problématique demeure une priorité majeure afin de promouvoir l'avènement d'une presse libre, crédible et transparente en mettant l'accent sur l'information régionale dans un environnement concurrentiel. Aujourd'hui grâce au soutien de la Fondation Konrad Adenauer, le défi de la formation du journaliste en régions frontalières est entrain d'être relevé.

Un défi et une chance à la fois

Les journalistes en régions frontalières vivent souvent des conditions difficiles de travail. Difficultés qui ont pour noms : Manque de formation suffisante, Problème de Collecte et traitement de l'information à cause de la porosité des frontières, difficile accès à Internet par rapport aux confrères des rédactions centrales etc. Malgré ces contraintes, le journaliste des régions essaie autant que se faire peu de produire des articles de qualité qui font souvent le chou gras des journaux. Il suffit de passer en revue les radios, journaux et télévisions de la place pour se rendre compte qu'effectivement, ce sont les correspondants régionaux qui fournissent l'essentiel de l'actualité. Car à Dakar la capitale où toutes les rédactions des organes de presse se trouvent, est caractérisée souvent par l'organisation de colloques, de conférences, de séminaires et j'en passe. Donc vous conviendrez avec moi que ce sont les mêmes informations qui sont souvent reprises dans les différents organes. Fort du constat de ce rôle prépondérant de pourvoyeurs de l'information qu'ils jouent, les journalistes correspondant régionaux se doivent de méditer sur leur sort afin d'améliorer leurs conditions de travail. C'est pourquoi, l'association des Journalistes en Régions Frontalières (AJRF) a été créée en Mai 2010 à Tambacounda. Elle regroupe les Journalistes exerçant leur métier dans les régions administratives de Tambacounda, Kédougou, Kolda Sédhiou et Ziguinchor. Son objectif principal est de permettre à ses membres de bénéficier d'une

formation professionnelle et solide pour mener à bien le métier de journalisme dans l'éthique et la déontologie.



Mahammadu Lamine Barro, Secrétaire Général, Journée portes ouvertes 2012

En effet, ce bébé qui venait de naître avait besoin d'une marraine pour guider ses premiers pas. Et c'est à la recherche de celle-ci, qu'il obtint la chance, la providence dirais-je de rencontrer la Fondation Konrad Adenauer.

Présente au Sénégal depuis 1976, la Fondation Konrad Adenauer a toujours accordé une place de choix dans ces interventions aux médias pour la promotion d'une presse libre en tant qu'instrument de démocratisation. C'est dans cette perspective qu'elle coopère avec l'association des Journalistes en Régions Frontalières (AJRF) depuis sa création. Toutefois, il est bon de rappeler

également qu'avant la création de cette structure, la FKA a toujours accompagné les journalistes des régions dans le cadre du renforcement de leurs capacités. Plusieurs ateliers de formation ont été organisés depuis lors en collaboration avec la FKA et le Centre d'Etudes des Sciences techniques de l'Information (CESTI). Des thèmes très importants ont été développés à cet effet pour contribuer à la formation des journalistes en régions frontalières. Nous pouvons citer entre autres centres d'intérêts : Genres rédactionnels et traitement de l'information, la couverture des élections, Médias et changements climatiques etc. Au cours de ces ateliers riches d'enseignements et d'apprentissages, les journalistes ont toujours témoigné de leur intérêt du fait qu'ils contribuent à les outiller de rudiments nécessaires pour faciliter leur travail notamment dans la collecte et le traitement de l'information. Car ce sont des personnalités dont l'expérience et l'expertise en la matière ne sont plus à démontrer, qui encadrent et orientent les participants.

Par ailleurs, c'est le lieu et le moment de rendre un vibrant hommage au bureau de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal et au Mali, car elle a permis au secrétaire général de l'AJRF que je suis, de participer en 2010 à la neuvième conférence internationale sur le leadership Média-tique en Afrique organisé dans la capitale Tanzanienne plus précisément à Dar Es Salam par leur homologue de l'Afrique du Sud. Une tribune qui nous a permis d'échanger et de partager avec des experts, les défis qui interpellent le monde médiatique surtout avec le développement fulgurant des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans sa générosité d'accompagner les journalistes des régions frontalières, et son souci permanent de parfaire leur formation, la FKA a joué un rôle déterminant pour ma participation au stage de perfectionnement en « Online Media Management » à l'Institut International de Journalisme de Berlin en Septembre 2011. Auparavant, elle a financé un voyage d'études en Allemagne pour une quinzaine de journalistes Sénégalais en 2010 dont un d'entre eux M.Carim Camara président de l'association AILE est membre fondateur de l'AJRF.

Tout ce grand soutien apporté aux journalistes en général et à ceux des régions frontalières en particulier, explique une fois encore l'engagement et la ferme volonté de la

FKA à contribuer efficacement à l'avènement d'une presse libre, démocratique et crédible, socle de tout développement endogène.

Que la Fondation Konrad Adenauer perpétue ses œuvres de bienfaisance au bénéfice de l'humanité toute entière et continue à jubiler des centaines voire des milliers d'années de sa coopération Internationale.

Je vous remercie de votre aimable attention

Association des communicateurs catholiques du Sénégal

Présentation

L'association des Communicateurs Catholiques du Sénégal est née de la fusion des associations Catholiques internationales ; SIGNIS ET UCIP.

Au Sénégal, dès son démarrage, vers les années 80, toutes les sections : presse écrite, radio, TV, se sont regroupés en une seule Association appelé ACCS (Association des Communicateurs Catholiques du Sénégal)

Ses Objectifs sont :

- Regrouper ses membres, développer l'amitié et les échanges d'informations entre les journalistes;
- inspirer à ses membres une haute conscience professionnelle;
- promouvoir le journalisme catholique dans notre pays en collaboration avec les pays en voie de développement.

Buts

- Encourager la présence et soutenir l'action des catholiques dans La communication sous toutes ses formes.
- Promouvoir et défendre le droit à l'information et la liberté d'opinion.
- Favoriser la recherche déontologique.
- Aider l'église à faire régner la paix, la justice et la réconciliation dans notre Pays et dans le monde.
- Développer et maintenir la créativité, enseigner les meilleures valeurs.

Thèmes prioritaires:

La Formation; le développement; la paix.

Privilégiant ces formations, nous essayons de faire sien ce conseil que S.E. Mgr Claudio Maria CELLI, nous a adressé pour la messe d'ouverture du 22ème congrès mondial de l'UCIP au Burkina.

« N'ayez pas non plus peur d'être la voix des petits, c'est-à-dire des marginalisés, des ignorants de leur droit, des pauvres, n'ayez donc pas peur d'être la voix des sans-voix pour interpeller la conscience de tout être humain sur les injustices et les horreurs qui se commettent chaque jour même dans les régions les plus reculés de la planète. Convaincus que la vérité et la justice doivent l'emporter surtout, soyez les éveilleurs de conscience pour faire percevoir les conséquences désastreuses et quelques fois

humaines, de certains programmes sociaux, éducatifs et économiques conçus pour nos villages, nos villes et nos pays »

le programme de nos formations s'articule autour des volets suivants :

Le volet doctrinal, qui permet d'approfondir notre connaissance biblique.

Le volet technique, avec l'avancée vertigineuse des NTIC, une remise à niveau annuelle est nécessaire pour amener de nos membres à plus de créativité.

Le volet développement, nous permet de nous imprégner des problèmes spécifiques à la région qui nous accueille.

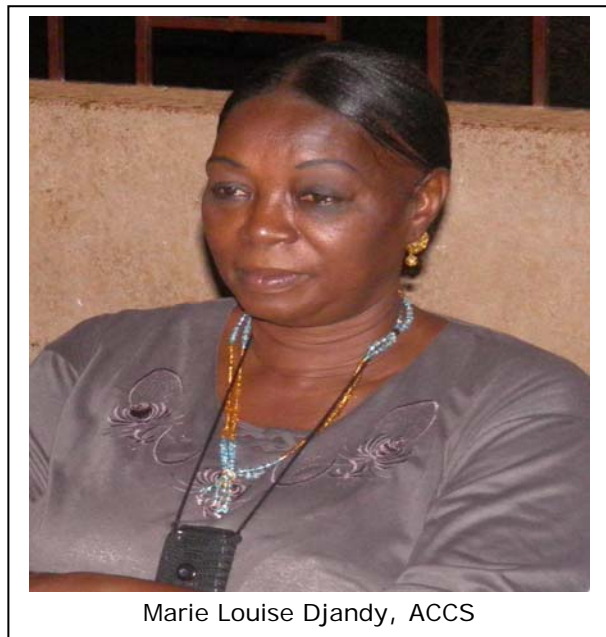
Dans la région de Kolda nous avons fait un panel dans le village de MAMPATIM et DIAOUBE sur la pandémie du SIDA ; le dialogue avec les populations de cette région nous a permis de comprendre les raisons du développement du mal, nous espérons que nos conclusions peuvent aider les experts à étudier les moyens d'éradiquer plus rapidement ce fléau.

A Ziguinchor, nous avons entre autre, abordé le problème des filles en lien avec la guerre et le naufrage du bateau. (le problème des grossesses précoces, et de la régression des filles sur le plan scolaire.)

Cette année, à Kédougou, nous souhaitons toucher du doigt, le problème de l'industrie Minière : les réalités industrielles et socioéconomiques, les impacts sur l'environnement biophysique et humain de la région de Tambacounda.

Je ne puis terminer cet exposé, sans saluer la collaboration combien importante de la Fondation Konrad avec notre association, elle nous a permis de nous ouvrir à d'autres structures, de rencontrer des personnes ressources qui par la qualité de leur exposé nous enrichissent intellectuellement. Nous tenons à saluer chaleureusement Madame Ute Bocandé, une visionnaire, qui a tout de suite sentie le besoin de nous ouvrir les portes de la fondation, en nous donnant l'opportunité d'organiser une conférence avec le Dr Hermann KUES, Expert en doctrine sociale de l'église.

Le thème dudit séminaire est :
« L'importance du sens de la responsabilité et des valeurs des médias dans le contexte électoral ».



Marie Louise Djandy, ACCS

Nous avons été heureux des enseignements reçus qui vont dans la droite ligne des règles de notre association ; le docteur Hermann se dit convaincu que des valeurs peuvent constituer des fils conducteurs dans la société et contribuer de manière décisive à la construction d'une communauté viable.

Il a décliné les principes de la doctrine sociale de l'église dont la représentation de la société s'appuie sur une image spécifique de l'homme. L'idée directrice de la doctrine sociale de l'Eglise est la primauté du bien commun devant l'intérêt individuel.

Comment ne pas remercier la Fondation, mais surtout la représentante madame Andréa KOLB, qui ce jour, a déclaré que la Fondation Konrad Adenauer, consciente que le développement d'un pays dépend de la démocratie et du dialogue, s'engage à accompagner l'association en mettant à sa disposition les moyens dont elle a besoin, car la promotion et l'appui font partie de ses missions.

Nous ne pouvons que saluer cet engagement et nous promettons d'œuvrer afin que ce partenariat aille de l'avant et féconde.

Convergences Thies

Une radio de réflexion et d'éducation à la citoyenneté.

Emission de radio interactive



une activité de la FKA



Konrad
Adenauer
Stiftung

CONVERGENCES

émission de radio interactive thièsfm 100.6

Convergences a vu le jour depuis les élections législatives de 1998 et ce fut la version radiophonique des cycles de conférences organisées dans le diocèse de Thiès en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer. **Convergences** est une émission interactive d'échange, d'information et de formation du citoyen sur toute question d'intérêt public. Le slogan de **Convergences** c'est de s'unir autour de l'essentiel malgré nos divergences !

La thématique de cette émission épouse les grandes lignes de la vision de la FKA et s'articule essentiellement autour des notions de bonne gouvernance (locale en particulier), de la démocratie, de la paix ; elle met un accent particulier sur le civisme, l'éducation à la citoyenneté et c'est pourquoi elle s'implique beaucoup dans la préparation, le déroulement et l'évaluation de chaque joute électorale. **Convergences** s'intéresse à la problématique de l'environnement, aux questions éducatives et à certains faits de société tels que la mendicité, la délinquance juvénile, la scolarisation des filles, le dialogue interreligieux au Sénégal... en sus des questions d'actualité.

Nous disposons de personnes ressources dans tous les domaines et nous leur laissons la latitude de partager leurs expériences et connaissances avec les auditeurs ; il reste entendu que nous restons dans les limites du politiquement correct car nous émettons dans une station publique et que notre partenariat avec la FKA nous oblige à un certain droit de réserve devant telle ou telle question sensible. En outre, nous tentons d'être à équidistance avec les religions, les chapelles politiques ou autres colorations idéologiques...donc converger vers l'essentiel qui nous unit.

Qu'en est-il de l'impact de ces émissions ? Les indicateurs qualitatifs sont toujours difficilement mesurables mais le feedback que nous en recevons est très réconfortant, surtout quand il nous vient d'auditeurs insoupçonnés ! Le nombre d'appels reçus durant les émissions (une quinzaine par an) montre également que **Convergences** est très écoutée aussi loin que portent les ondes de la RTS Thiès FM, 2 fois par mois le dimanche de 16h à 17h.

En définitive, **Convergences** se veut être la vitrine de la FKA au niveau de Thiès et environs et à son image elle veut faire rayonner ses idéaux de paix, de démocratie et de justice au Sénégal.

**Réalisateur : Albert FAYE 77 567 15 26 al-
fa592000@yahoo.fr**

Radio Al Fayda, Kaolack
Connaître ses droits par voie radiophonique.

Connaître ses droits par voie radiophonique

La radio al fayda fait partie des nombreuses réalisations que l'éminent Cheikh Hassan Cisse de Medina Baye en sa qualité de président fondateur de l'institut Islamique Africain Américain (AAIL) a mis à la disposition des populations de la région de Kaolack pour les permettre de s'informer correctement sur les questions d'actualités de s'éduquer aussi dans le domaine de la santé, des droits de l'homme et de la démocratie, de l'agriculture bref sur tout ce qui peut améliorer leur bien être économique civique culturel et religieux, le but poursuivie pour une émergence civique des citoyens. La radio Alfayda couvre une espace géographique allant des régions de Fatick, Kaolack et Kaffrine ce qui constitue un périmètre d'écoute de plus 90 km², elle est implantée dans cette zone centre qui est essentiellement rurale.

Encore aujourd'hui dans cette zone le français quoique langue officielle n'est pas accessible à toutes les couches de la population du fait d'un taux d'alphabétisation qui reste parmi les moins élève et un système d'éducation dispense en arabe (éducation religieuse).

Constatant que l'ignorance des droits de l'homme ici même dans cette localité revêt une double dimension caractérisée par la méconnaissance des droits de l'homme aussi et surtout le refus de connaître ces droits

Partant du fait que la méconnaissance, l'ignorance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains sont libres de parler et de croire, libres de la terreur et de la misère a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme. (Préambule de la déclaration des droits de l'homme)

Considérant que l'éducation doit viser le plein épanouissement de la personnalité humaine et participer au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La radio al fayda et la fondation Konrad Adenauer en bons partenaires se sont données comme mission de promouvoir les droits de l'homme en mettant en exergue les compétences de base en formation des droits de l'homme et en éducation de la citoyenneté. L'objectif est de voir émerger un nouveau type de citoyen conscient de ses droits et obligations mais aussi capable d'exercer son rôle de contrôle du citoyen.

Cette émission xam sa yelef (connaître ses droits) est un cadre d'expression et d'information pour différentes couches socioculturelles de la localité, elle donne aux auditeurs les moyens de connaître leurs droits et leurs devoirs, de distinguer les infractions et les peines encourues de comprendre leurs obligations envers la famille et

la société de mieux s' imprègne du fonctionnement des institutions démocratiques etc....Nous développons aussi dans cette émission un rôle d'alerte et de veille d'incitations au civisme.

L'émission Xam sa yelef (connaitre ses droits) fruit de la coopération avec la fondation Konrad Adenauer a apportée pour les populations de la région arachidière une émergence civique ; elle contribue ainsi à la démocratie et à un état de droit, elle renforce la capacité de contrôle du citoyen pour une bonne transparence dans la gestion publique.

La fondation Konrad Adenauer a contribué à partir de cette émission a élargie la visibilité et la notoriété de la radio alfoyda, elle a permis d'augmenter considérablement ses écoutes et son audimat dans la zone centre, l'émission est diffusée tous les mardis à partir de 19h et rediffuser le dimanche à 13 h. Elle Compte à son actif de multiples thèmes notamment :

- La police judiciaire : compositions, attributions et compétence
- Le mariage et le divorce : les conditions de fonds et de formes
- L'état civil : les différents d'actes d'état civil
- Les violences faites aux femmes et au groupe vulnérable s : viol, abandon de familles, répudiation, Les sanctions prévues par la loi
- Le contrat du travail : les différentes sortes de contrats
- Les contrats de locations : commerciale et domicile
- Le respect des droits humains, des femmes, des enfants ancrage de la démocratie et des idéaux démocratiques
- Halte aux violences faites aux femmes, Amener les Femmes à mieux connaître les mécanismes de leur protection

Pour terminer nous avons l'honneur et l'agréable plaisir de signifier à notre partenariat la fondation Konrad Adenauer que notre émission xam sa yelef a large contribution à apaiser le climat social durant la campagne et les élections présidentielles de février et mars 2012 à travers les thèmes d'émissions débattues comme le code électoral et les procédure de votes, le rôle des journalistes et des observateurs en périodes électorale et surtout la sensibilisations pour la paix durant cette période et la bonne gouvernance etc....

Aussi nous voudrions par cette occasion remerciée très sincèrement la fondation pour sa disponibilité sa bonne coopération et son agréable collaboration que nous souhaitons durable.



Mouvement Citoyen

Les jeunes s'engagent pour l'éducation civique et la réflexion.



Rapport LORS DES 50 ANS DE LA FONDATION KONRAD ADENAUER/SÉNÉGAL

La Fondation Konrad Adenauer nous avait invités à son jubilé des 50 ans de coopération internationale de la Fondation Konrad Adenauer, le 27 juin 2012, dans le cadre d'une journée des portes ouvertes et de la présentation de la FKA et de ses partenaires. En effet, cette manifestation a donné l'occasion aux partenaires de la FKA d'exposer les acquis et les réussites de leur coopération avec la FKA, surtout dans le domaine de la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne dans tous les secteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle. Chaque partenaire a eu aussi son espace d'exposition où il a présenté ses publications, photos, etc. c'est dans ce sens que notre organisation le Mouvement Citoyen, qui est un des partenaires stratégiques de la FKA, a été représenté par le Dr. Ousmane BA, Président des Jeunes de ce dit mouvement. Dr. BA a été appelé à se pencher sur le Thème général : « **Les jeunes élites, moteurs et vecteurs du développement** » et comme Thème spécifique : « Les jeunes s'engagent pour l'éducation civique et la réflexion ». Dans sa communication, Dr. BA a axé sa réflexion sur 4 points essentiels à savoir : la Présentation du Mouvement Citoyen ; la question de la citoyenneté comme fer de lance du Mouvement Citoyen ; les résultats réalisés par le Mouvement Citoyen avec la FKA et l'impact de ces résultats.

- ✓ Dans le premier point, le Dr. BA a montré que le Mouvement Citoyen (MC), sise à Dakar, est un cadre d'action qui cible les jeunes et les femmes. Elle a comme mission de construire, bâtir une nouvelle citoyenneté. Celle-ci est centrée sur les valeurs républicaines et les idéaux de démocratie, de responsabilité, de justice, de transparence, de solidarité, de lutte contre la pauvreté et pour un cadre de vie meilleur. Pour impulser une dynamique de citoyenneté active à la base, le MC a l'ambition de s'étendre dans différents quartiers et villages du pays. C'est en ce sens d'ailleurs que l'association à des points focaux dans différentes régions du pays telles que Saint-Louis, Louga, Matam, Ziguinchor pour ne citer que celles-là. Le Mouvement Citoyen, qui a comme principales cibles les jeunes de 15 à 35 ans, se soucie en grande partie de l'équilibre entre les filles et les garçons. Par ailleurs, il a initié divers séminaires et programmes de formations dont l'axe majeur est la démocratie et la Citoyenneté. Aussi, l'association a géré des programmes de recherche notamment sur



Ousmane Ba du Mouvement Citoyenne

l'émigration des jeunes, et a mis en place des forums de quartiers sur l'éducation et de séminaires sur la mendicité. Son travail s'attache à promouvoir le dialogue entre les divers acteurs du développement local, notamment avec les jeunes élus.

- ✓ Par ailleurs, il a montré aussi que ce mouvement est indépendant de l'État et des partis politiques et participe au renforcement de la société civile et les Citoyens. C'est la raison pour laquelle, il compte beaucoup sur des Institutions indépendantes, les États partenaires et les organisations internationales pour obtenir des financements qui seront gérés et utilisés en toute transparence et dans l'unique but de renforcer la citoyenneté capacitaire et active. Les animateurs de ce mouvement ont une très grande expérience du mouvement social : la présidente, Madame Penda MBOW, une figure emblématique de la société civile sénégalaise qui a initié avec d'autres le mouvement du Set-Setal dans les années 80, plusieurs pétitions, l'Initiative du 5 mars en 1998 qui a débouché sur la mise sur pied de l'Observatoire pour les Elections (ONEL), participé et écrit sur les questions de femmes, joué un rôle très important dans l'espace public pendant la période précédant l'Alternance et celle de l'Alternance alternée.

- ✓ Dans le deuxième point, le Dr. BA a noté qu'en voulant conquérir le suffrage des citoyens sans grand effort, les hommes politiques font des promesses mirobolantes difficilement réalisables, participe de façon délibérée et calculée au dévoiement de l'idée de la République, à la pérennisation de l'obscurantisme. Si cette situation persiste, ils finiront par installer le doute chez les démocrates les plus convaincus qui en s'appuyant sur la fragilité de



Le Mouvement Citoyen

l'équilibre dans nos sociétés, l'apparition de nouvelles formes de violence de plus en plus sophistiquées vont exiger le retour à un État fort et se désintéresser ainsi des enjeux démocratiques. Or, il s'agit maintenant de consolider ce qui s'est passé non seulement le 19 mars 2000 mais aussi le 25 mars 2012 où les Sénégalais ont voté massivement pour

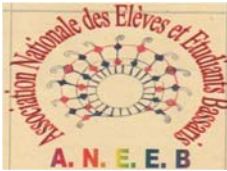
l'alternance dans la paix et la transparence tout en œuvrant pour la promotion de la citoyenneté capacitaire ou la nouvelle citoyenneté. Il s'agit dans notre entendement du citoyen responsable, informé surtout des enjeux de la globalisation et des effets qu'elle peut avoir dans sa vie quotidienne. Il pense que le citoyen sénégalais doit faire une séparation très nette des différents pouvoirs, comprendre ce qui relève de la sphère privée et de la sphère publi-

que, les enjeux de la laïcité et l'importance de son implication dans les affaires de la cité. Nous pensons qu'au niveau où se trouve notre pays, aucun Sénégalais n'a le droit de ne pas mettre une partie de son temps au service de la communauté. Nous faisons nôtre, la réflexion d'Alabano CORDEIRO lorsqu'il affirme qu' « *ici, la participation revêt des allures d'une mobilisation, d'un don de soi ultime, où l'enjeu est la vie des êtres chers, et la survie de la collectivité tout entière, qui à son tour, totalité et institutions, vous sauvera* »⁵. Il s'agit tout simplement de promouvoir l'Éducation Civique : « former de bons citoyens ».

- ✓ Dans le troisième point, il a affirmé que depuis sa création, le MC a eu à former une centaine de personnes à travers des séances de formation, de causerie, de thé-débat et de conférences sur la démocratie, la citoyenneté, les droits humains, le processus électoral, la gestion de la paix, la pauvreté, le contrôle citoyen de l'action publique, etc. Ces formations ont été réalisées en collaboration avec ses différents partenaires tels que la FKA, qui est un de nos partenaires privilégiés. L'association MC a réalisé en partenariat avec la FKA durant ces 15 dernières années beaucoup de séminaires, d'ateliers, de pièces de théâtres et de colloques tels que:
 - Financement du 2^{ème} numéro de la « Revue La Lettre du Citoyen »: La société Sénégalaise entre mutations et résistances par la Fondation Konrad Adenauer
 - Financement de la 2^{ème} publication de l'étude sur le profil des candidats à l'émigration clandestine par la Fondation Konrad Adenauer
 - Conférence organisée par le Mouvement Citoyen en partenariat avec la Fondation Allemande Konrad Adenauer sur ***L'état de la démocratie au Sénégal de 1960 jusqu'à nos jours***, Avril 2011.
 - Séminaire organisé par la Fondation Konrad Adenauer en partenariat avec le Mouvement Citoyen sur ***Le rôle des élites dans la formation citoyenne à Dakar, en 2009***.
 - Colloque International organisé par la Fondation Konrad ADENAUER sur ***L'Islam en Afrique subsaharienne*** en 2008.
 - Séminaire Atelier sur ***l'impact de l'émigration dans nos économies***, organisé par le Mouvement Citoyen en partenariat avec la Fondation Konrad ADE-NAUER, mars 2007.
 - Séminaire Atelier sur le ***Forum Intergénérationnel : dialogue autour des priorités de ce pays par plusieurs générations de sénégalais***, organisée par le Mouvement Citoyen en partenariat avec la Fondation Konrad ADENAUER, 2007.
 - Séminaire Atelier sur ***l'engagement politique et une nouvelle citoyenneté au Sénégal : Dialogues entre élus locaux et jeunes acteurs de développement***, organisé par le Mouvement Citoyen en partenariat avec la Fondation Konrad ADENAUER, octobre 2006.

⁵ CORDEIRO A., « Les appartenances collectives volontaires et la nouvelle citoyenneté » in *La citoyenneté dans tous ses États* publié par Said BOUMAMA et al., Paris, 1992, p 197.

- Séminaire Atelier sur **la crise universitaire**, organisé par le Mouvement Citoyen en partenariat avec la Fondation Konrad ADENAUER, mars 2006.
 - Séminaire Atelier sur **l'émigration clandestine**, organisée par le Mouvement Citoyen en partenariat avec la Fondation Konrad ADENAUER, juillet 2006.
 - Séminaire Atelier sur **Le conflit casamançais : réconciliation et pardon**, organisée par le Mouvement Citoyen en partenariat avec la Fondation Konrad ADENAUER, 2006 à Ziguinchor.
 - Pièces théâtrales avec la Troupe Toc Toc présentées par le Mouvement Citoyen en partenariat avec la FKA telles que : Aline Sitoé DIATTA, Le Coup d'État, le dialogue inter-religieux, État d'urgence, la paix en Casamance, etc.
 - Des bourses d'études offertes par la Fondation Konrad Adenauer à l'endroit d'une dizaine de membres du Mouvement Citoyen.
 - Programme sur la Prévention de crises et traitement de conflits en Casamance dénommé ZIVIK avec la fondation Konrad Adenauer, 2012.
-
- ✓ En dernier lieu, le Dr. BA a saisi l'occasion pour faire remarquer que ces programmes ont beaucoup impacté dans la formation et le renforcement de capacité de la jeunesse. Cet impact tourne autour de quelques axes à savoir :
 - ✓ Développement personnel des membres du mouvement citoyen dans certaines instances de décision telles que : Universités, Organisme international, Collectivité locale, ONG, etc ;
 - ✓ Réalisation satisfaisante des boursiers du Mouvement Citoyen dans leurs études
 - ✓ Capacité aux jeunes filles et garçons à accéder aux instances de prise de décision
 - ✓ Capacité aux jeunes et femmes à participer à la prévention, la gestion et le règlement des conflits surtout en Casamance.



Association Nationale des Elèves et Etudiants Bassari (ANEEB)

Solidarité, excellence et identité culturelle dans l'espace scolaire et universitaire.

Mesdames et Messieurs,

Chers partenaires de la FKA,

Je me sens submergé de joie de me retrouver en ces moments forts avec tous les partenaires de la FKA. Et à cette occasion, permettez-moi de lui souhaiter un merveilleux jubilé d'or.

50 ans de coopération internationale est vraiment magnifiable, surtout que ce nombre d'années se justifie par l'exercice pur et pratique de la promotion de la démocratie et de la participation de tous les citoyens dans tous les secteurs de la vie. En effet, j'ose croire qu'un partenariat ayant vécu dans divers espace et aussi longtemps, n'aurait aucune raison de subsister s'il n'était pas teinté d'éthique de développement dans son fonctionnement. De ce fait, l'heure est au rendez-vous, que nous partenaires de la FKA, trouvions les voies et moyens qui puissent consolider nos liens afin de maximiser les chances de développement, des groupes sociétaux en général et du Sénégal en particulier, dans tous les domaines.

Parler aujourd'hui des acquis et des réussites de notre partenariat avec la FKA, me pousse singulièrement à évoquer notre statut d'origine.

L'Association Nationale des Elèves et Etudiants Bassari (ANEEB) a été créée en 2005 par un groupe de jeunes étudiants de l'époque. Elle a pour but de faire face aux nombreuses difficultés scolaires et estudiantines que rencontre le Bassari, à savoir, le désistement précoce de l'étude supérieur ou l'abandon, l'intégration des nouveaux bacheliers dans l'espace universitaire.

Aussi, elle s'active à instaurer une relation dynamique de solidarité entre ses membres, à participer à l'encadrement de ceux-ci, de témoigner d'une identité culturelle Bassari au Sénégal car elle est méconnue par un grand nombre de citoyens sénégalais. En effet, faute de ne pas être connus, certains Bassari partent jusqu'à renier leur appartenance en se réclamant d'une autre. Pour faire face à ceci, l'association est par excellence, l'Ambassadrice de la culture Bassari au cœur de la modernité.



Elle est composée de différentes branches notamment celle de Dakar, de Tambacounda, de Kédougou et de Salémata. Elle intervient également dans toutes les zones où se trouve une communauté Bassari.

Nous Aneebois, étions profondément motivés pour parvenir à réaliser les objectifs que nous nous étions fixés, cependant, nos moyens étaient très faibles.

Par ailleurs, en côtoyant la FKA, nous avons pu outiller d'une certaine manière pour mieux mener la tâche que nous nous sommes librement prescrite. En effet, grâce à la FKA,

nous avons pu faire un certain nombre d'activités qu'on pourrait nommer : l'organisation des journées culturelles en mai 2010, 2011, 2012 à Salémata et en décembre 2010 à l'Université Cheikh Anta Diop, des simulations parlementaires en 2010 à Kédougou et en 2011 à Dindéfelo, une publication d'un single d'un groupe de rap de jeunes Bassari dénommé UNITED BROTHERS en décembre 2011, ici même à la FKA, un séminaire sur l'identité culturelle Bassari à Salémata avec la présence de toutes les branches de l'Association en mai 2012. Il est bien aussi de noter que certains membres de l'ANEEB aussi, bénéficient de bourses scolaires qui leur permettent de faire des formations professionnelles ou des recherches. Et en guise d'annonce, nous avons en programme, demain 28 mai, une projection de film culturelle dans ces locaux et une journée culturelle qui se fera le 13 juillet à l'Université Cheikh Anta Diop.



Toutes ces activités ont occupé une place prépondérante dans le processus de formation des jeunes Bassari, de sensibilisation sur les risques de disparition de notre culture. Et bien qu'il reste aussi des efforts à fournir, nous nous réjouissons de remarquer que beaucoup de jeunes Bassari autrefois, envahis par l'esprit d'infériorité face aux autres cultures sont aujourd'hui entrain de témoigner joyeusement et fièrement de leur appartenance culturelle grâce aux effets de messages pragmatiques. En effet, les jeunes Bassari, conscients des valeurs de leur culture, contribuent

efficacement au développement local de la région de Kédougou et du Sénégal avec plus de fierté, plus d'assurance et plus de participation aux prises de décisions.

Toutes mes gratitude à la FKA et je souhaite un plein succès à tout ce qui succèdera au cours de cette journée et merci de votre aimable attention.



Jeunesse étudiante catholique (JEC)
Education à la paix et au dialogue à l'Université.

Education à la paix et au dialogue à l'Université

Introduction

L'enjeu majeur auquel les différents gouvernements du Sénégal doit relever demeure incontestablement la stabilité en milieu scolaire et universitaire. Ce dernier segment du système éducatif national qui vaut notre présence ici, est de loin celui qui fait le plus la Une de l'actualité nationale de la manière la plus fracassante.

Mouvement de jeunesse citoyen, évoluant dans le milieu, la JEC-S ne pouvait pas rester insensible à ces remous qui secouent l'université sénégalaise. Si tout le monde est d'accord sur le principe que la résolution définitive de ces crises cycliques nécessite de gros investissements, la réflexion citoyenne doit tout de même être menée pour permettre aux citoyens pour ne pas dire étudiants de donner de son point de vue.

C'est en sens que l'appui et l'action de la Fondation Konrad Adenauer vient apporter de manière déterminante son apport dans ce processus.

I. Activités phares menées avec la Fondation

Nous l'avons dit, l'université sénégalaise est malade. Et le mal qui le ronge est profond. Ce qui fait que qu'elle est tout le temps sous tension. la première mesure prise par la Fondation Konrad Adenauer et la JEC-S, est de se dire, qu'il faut offrir aux acteurs, une tribune pour les permettre de s'exprimer.

1. Séminaire du 5 décembre et ses retombées

Entre fin 2011 et début 2012, le Sénégal était sur des braises. Le climat pré-électorale de la présidentielle de Février était très lourd. Le pays était dans une situation tendue. Et l'université n'était pas en reste. Il urgeait de se pencher sur cette situation.

C'est ainsi qu'un séminaire sur le thème : « ***Rôle des mouvements confessionnels de jeunesse dans les processus électoraux*** », est organisé le 5 décembre 2011 lors de la visite du secrétaire d'Etat parlementaire allemand, Dr. Herman Krues avec le Mouvement Nationale des Jeunes de la Fraternité Musulmane de Pire au Cyber Sinkou de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Ce séminaire, il faut le dire, n'était pas uniquement réservé aux leaders des mouvements de jeunesse confessionnelle. Il y avait aussi les leaders du mouvement estudiantin et d'autres structures de jeunesse.

La réflexion menée a abouti à l'engagement des leaders jeunes à faire un plaidoyer pour arriver à « zéro violence à l'université à la fin du processus électoral ».

Si on devait tirer le bilan, on dirait qu'il est à 100% satisfaisant. Parce que réputée très agitée en période électorale, l'université sénégalaise a été cette année le lieu plus calme durant tout le processus électoral. Ceci, grâce à l'action de la Fondation Konrad Adenauer et la JEC du Sénégal qui ont fortement contribué à forger l'esprit de dialogue dans l'espace universitaire.

2. Résultats du panel du 18 février

Conscientes qu'un travail de sensibilisation et conscientisation est un long processus, la JEC-Sénégal et la Fondation Konrad Adenauer ne sont pas arrêtées en si bon chemin. Parce que notre mission commune est de faire de l'université sénégalaise, un espace où prime le dialogue sur la confrontation physique et verbale.

C'est pourquoi, la question des bacheliers non orientés n'a pas laissé indifférent les deux partenaires. Au moment où celle-ci était encore plus aigüe, c'est-à-dire au mois de février, la Jeunesse Etudiante Catholique Universitaire, c'est-à-dire, la Branche universitaire de la JEC du Sénégal, a organisé un panel sur le sujet avec la Fondation Konrad Adenauer à la Librairie Claire Afrique. C'était le 18 Février 2012. Il y avait entre autres personnalités à la table, Madame Ndiaye, secrétaire générale adjointe du SAES, M. Mamadou Ndiaye, médiateur de l'Ucad.

L'objectif était de faire en sorte que les revendications des bacheliers non orientés se fassent dans un cadre pacifique. Les représentants de ces derniers après avoir pris connaissance des textes régissant l'accès à l'université, ont décidé de se faire entendre par des moyens beaucoup plus pacifiques. C'est-à-dire par le dialogue. C'est cet engagement qui a conduit leur action jusqu'à la satisfaction de leur doléance.

3. Conclusions du séminaire du 13 et 14 Avril sur la prévention et gestion de conflits

Après les deux activités citées plus haut, il était devenu nécessaire d'outiller les leaders estudiantins en prévention, gestion des conflits et en médiation. C'est ainsi qu'a lieu les 13 et 14 Avril 2012 au Cyber Sinkou, le séminaire sur la « **Prévention et la gestion des conflits en milieu universitaire** ». Une cinquantaine de leaders d'amicales, d'associations d'étudiants y ont pris part. Dirigés par des sommités du monde universitaire sénégalais dont nous pouvons citer, Pr. Adrien Ndiouga Benga, doyen de la faculté des lettres, Pr. Boubacar Diop, dit « Buuba », ancien médiateur de l'Ucad, Pr. Mamadou Ndiaye, médiateur de l'Ucad et Mamadou Sy Albert, chargé de communication de l'Ucad, ce séminaire dont les conclusions ne sont pas encore publiées est sans contexte celui qui nous vaut le plus de satisfaction.

En effet, après un aperçu des différentes crises qui ont secouées l'université depuis sa création et de la façon dont elles ont résolues ; après avoir partagé les expériences des professeurs Buuba et de Ndiaye ; suivi avec intérêt les enjeux communicationnels dans la prévention des conflits avec Messieurs Sy Albert et Diégane Sarr, auteur d'un mémoire sur les violences et l'aspect communicationnel à l'Ucad, les participants ont procédé à un diagnostic profond et sans complaisance de la situation de l'université de Dakar.

Pour vous donner juste une idée sur le fruit du séminaire, nous vous diront simplement que les étudiants ont élaboré un mémorandum passant en revue les grands maux de l'université sénégalaise. Mais ils ne se sont pas seulement arrêtés à énumérés des problèmes. Ils ont surtout proposé des solutions, qui, à notre avis, si l'autorité les consulte, aura une bonne base de travail. Ce qui est plus intéressant encore, c'est que le mémorandum ne s'adresse pas seulement à l'Etat du Sénégal. Mais aussi, aux ONG et Organismes Internationaux, aux entreprises nationales et aux multinationales, aux Institutions internationales ainsi qu'aux Hommes et Femmes de bonne volonté.

4. Programme de prévention et gestion de crise à l'Université de Ziguinchor

Aujourd'hui, la Jeunesse Etudiante Catholique du Sénégal et la Fondation Konrad Adenauer développent un programme sur la prévention et la gestion de crises en milieu universitaire dans la région de Ziguinchor. Nous savons tous la sensibilité de la zone. La première session de formation a lieu les 18, 19 et 20 Mai et a rassemblé les étudiants de l'Université de Ziguinchor et de l'Institut Supérieur de Management. D'autres sessions vont suivre.

Il s'agit à terme, de pacifier totalement l'espace universitaire de Casamance pour éviter des drames comme celui qui a coûté la vie au jeune étudiant Bissau-guinéen. La deuxième activité dénommée, « **Journée Culturelle pour la paix** » est programmée pour le 14 Juillet à l'université de Ziguinchor. La finalité est de faire un plaidoyer culturel pour la stabilité dans le milieu universitaire de Casamance et du retour de la paix dans la zone.

La dernière manifestation est forum appelé : « Forum des leaders estudiantins et femmes de Casamance ». Par cette initiative, la Fondation Konrad Adenauer et la jeunesse Etudiante Catholique du Sénégal veulent créer un réseau entre les actions menées par les jeunes et les femmes qui sont recherche quotidienne de solutions pour pacifier l'espace universitaire et plus globalement la région.

Conclusion

L'Education à la paix et au dialogue à l'Université est une vaste et longue entreprise. Si quelques résultats ont déjà été enregistrés, cela prouve que le génie de la jeunesse sénégalaise n'a besoin que d'être appuyer pour prendre en charge ses préoccupations. C'est tout le mérite de la Fondation Konrad Adenauer qui a fait confiance à la jeunesse du pays dans toute sa diversité.



Les membres de JEC s'inscrivent.



Génération non-violente
Education à la paix en Casamance.

Allocution lors de la célébration des 50 ans de la Fondation Konrad Adenauer

Dans le cadre de la Célébration des 50 ans de Coopération de la FKA, j'ai l'honneur en tant que Président fondateur de l'association Génération Non-Violente, de prendre la parole pour vous souhaiter à vous tous Mesdames et Messieurs de la représentation de la Fondation à Dakar, et par vous à toute la Fondation Konrad Adenauer un heureux jubilé.

L'association Génération Non-Violente que je représente ici, travaille avec la Fondation depuis sa création (2006), et notre partenariat se consolide d'année en année dans la confiance.

Notre association a pour vision de construire un monde où la violence et la contre violence ne seront plus présentes dans les relations inter personnelles, parce que maîtrisées et non considérées comme une fatalité.

Nous travaillons à la réalisation de ce rêve avec toutes les couches de la société, même si les plus sollicités pour l'instant sont les enfants et les jeunes, les adultes n'étant pas mis à l'écart puisqu'ils parrainent les jeunes qui adhèrent à l'association.

Notre partenariat avec la Fondation a été boosté par le programme ZIVIK, qui nous a permis en cette seule année 2011 /2012 de réaliser beaucoup d'activités et d'actions, dont l'impact dans la région sud du Sénégal (Ziguinchor) n'est pas négligeable.

Nous pouvons entre autre mentionner :

- la formation de formateurs en analyse de situation, en intervention civile de paix, qui nous permettra d'intégrer un enseignement universitaire dans ce domaine à l'ISCG / UUZ, mais aussi un enseignement professionnel au Centre de Recherche et de Formation en Gestion non-violente des Conflits qui sera inauguré à Brin le 30 juin 2012, par Monseigneur Paul Abel Mamba, Evêque de Ziguinchor.



- grâce à la Fondation, nous avons lancé une vaste campagne de lutte contre les jouets armés dans la ville de Ziguinchor avec souhait de l'étendre dans la région,

voire dans le pays. Ce travail, nous en sommes conscients sera de longue haleine.

En prévention des grèves violentes, nous avons prévu à la rentrée prochaine des foras dans les trois départements de la région de Ziguinchor sur « la grève est-elle une-guerre ? ».

Pour terminer, je voudrais encore une fois dire à la Fondation Konrad Adenauer que ce qu'elle fait est noble, et mérite d'être fait, et que la manière dont elle le fait, c'est-à-dire en impliquant les acteurs locaux, est plus qu'efficace et efficiente.

Alors, que cette célébration de ce Jubilé, vous permette de bien scruter le passé pour mieux vivre le présent et vous projeter dans l'avenir en toute assurance.

Comment ne pas vous dire que Dieu vous bénisse et ad multos anos.



*Association **GENERATION NON – VIOLENTE**
déclarée à la Gouvernance de Ziguinchor le 20 août 2009 sous le n° 589/GRZ
déclarée le 22/02/08 à la Sous-Préfecture de l'Yonne sous
le numéro W893000072, enregistrée au JO du 15/03/08
BP 344
48 rue du Général de Gaulle
ZIGUINCHOR / SENEGAL
89100 SENS - FRANCE
Téléphone : + 221 77 642 46 86 / 77 721 37 45
Téléphone : + 339 54 71 35 61 / + 33 682 20 48 54
Mail : contact@generationnonviolente.org
Siret n° 511 813 529 00019
Site : <http://www.generationnonviolente.org>*

Le programme des boursiers de la FKA

Portrait d'une boursière de la fondation Konrad Adenauer :

Mame Fanta Diallo, le symbole et la méritocratie

Son futur bureau, elle l'imagine à New York au bord de l'East River, dans le quartier de Turtle Bay à l'est du Midtown. Ce bureau serait épuré et chaleureux. En passant la porte, les visiteurs se sentiraient à l'aise, flatté par le franc parler sans langue de bois de la future Secrétaire Générale de l'ONU. Ce rêve ou plutôt ce projet ambitieux, Fanta Diallo, 28 ans, y tient beaucoup.

Quand elle obtient la bourse de la Fondation Konrad Adenauer en 2007, elle n'était pas encore engagée en politique. Mais depuis, beaucoup de choses ont changé. « La fondation m'a décomplexée, et m'a aidée à faire la politique sans complexe en nous (ndlr : les boursiers) permettant de rencontrer et d'échanger avec les sommités politiques » dit-elle d'un air fier.

Elle intègre donc en 2007, les mouvements citoyens. Désireuse d'impulser des changements dans son quartier de Point E, elle n'hésite pas à gravir les échelons et à s'engager en politique dans le parti pour l'émergence citoyenne Tekki dont elle devient la responsable de la jeunesse et plus tard, la coordinatrice des jeunes de Benno Siggil Sénégal.



Mame Fanta Diallo

Fanta est investie dans la commune de Fann-Point E-Sicap Amitié où sa jeunesse n'a pas rebuté les électeurs qui l'ont élue adjointe au Maire en mars 2009.

Sociologue de formation, elle prépare actuellement une thèse sur les abus sexuels des jeunes filles. Elle se nourrit de son expérience à la mairie de Fann-Point E-Sicap Amitié dans l'éducation sociale et la santé, restant persuadée que « La commune peut prendre en charge les malades de sa localité pour les 24 premières heures. »

Née à Dakar, cette ainée d'une fratrie de sept dont quatre sont décédés dans la tragédie du Joola, s'inspire de Nelson Mandela qui a toujours gardé le calme malgré les vicissitudes de la vie.

Calme, cette supportrice du Paris Saint Germain qui a fait du basket au collège, ne l'est pas pour autant. Ses contempteurs lui reprochent d'avoir la tête dure et d'être grande gueule. À 7 ans, sa maman la trouvait déjà très nerveuse. Ces sympathisants par contre apprécient chez elle, son franc parler et ses beaux discours.

Boursiers et stagiaires de la Fondation, Journée portes ouvertes 2012



Groupe de réflexion et d'appui aux initiatives féminines
Programme d'accès des femmes rurales aux instances de décision.



R.A.I.F

ROUPE DE RECHERCHE & D'APPUI AUX INITIATIVES FEMININES

Tél: 33- 951- 36 -56 B.P: 524 THIES – SENEGAL

E-mail: graifs@orange.sn

ACCES DES FEMMES AUX INSTANCES DE DECISIONS ET BONNE GOUVERNANCE LOCALE NOTE DE SYN- THESE

Juin 2012
Ndione

La Secrétaire Générale,Mme Joséphine

Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Accès des femmes aux instances de décision et bonne gouvernance locale », le GRAIF a démarré depuis 2001 une collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer dans 14 collectivités locales (8 communes, 6 communautés rurales) situées dans la région de Thiès.

Communes et Communautés Rurales bénéficiaires du projet

| N° d'ordre | Collectivité locale |
|------------|------------------------------------|
| 1 | Commune de Pout |
| 2 | Commune de Mékhé |
| 3 | Commune de Thiès |
| 4 | Commune de Cayar |
| 5 | Commune de Mboro |
| 6 | Commune de Khombole |
| 7 | Commune de Nguékhoh |
| 8 | Communauté Rurale de Diass |
| 9 | Communauté Rurale de Fandène |
| 10 | Communauté Rurale de Mont Rolland |
| 11 | Communauté Rurale de chérif Lô |
| 12 | Communauté Rurale de Touba Toul |
| 13 | Communauté Rurale de Notto G.Diama |
| 14 | Communauté Rurale de Notto Diobass |

Grâce à l'appui de la Fondation Konrad Adenauer, le GRAIF a pu mener à bien les diverses activités prévues, atteindre les objectifs fixés et 'obtenir des résultats considérables

Objectif Général Du Projet :

- L'accès des femmes aux instances de prise de décisions pour une bonne gouvernance locale.

Objectifs spécifiques :

- Renforcer les capacités des femmes sur la gestion des collectivités locales
- Permettre aux femmes de participer efficacement aux prises de décision

Activités Réalisées

De 2001 à 2012, l'appui de la FKA nous a permis de réaliser de nombreuses activités avec les femmes des groupements et élus locaux.

Les différents thèmes suivants ont été abordés :

- ✓ **En 2001** un forum a été organisé sur le thème : «Forte participation des femmes de la bases aux décisions politiques» dans la commune de Thiès présidée par Mme la Ministre Awa Dia Thiam. 800 femmes ont participé à cet événement.
- ✓ **En 2002** un autre forum sur le thème « Droit et Démocratie» a été organisé dans la commune de Thiès.
- ✓ **En 2003** des ateliers de formation ont été organisés pour les femmes et élus locaux sur « L'Emergence d'un leadership Féminin dans la Gouvernance Locale ». Ces ateliers avaient comme sous thèmes: «L'étude des textes La décentralisation » ; « La gestion administrative et financière » ; « les compétences transférées aux collectivités locales »
- ✓ **En 2004**, des séminaires ont été organisés dans les collectivités locales sur « L'appui à la mise sur pied d'un cadre local de concertation (CLC) pour une bonne gouvernance locale ». 200 personnes ont pris part à ces séminaires.
- ✓ **En 2005** des ateliers de formation des femmes et des élus locaux ont été organisés sur « Le processus Electoral » dans 05 collectivités locales. Toujours dans la même année un forum a été organisé sur « Le renforcement des capacités des femmes et élus locaux pour une participation citoyenne et pour un dialogue interreligieux » dans la communauté Rurale de Touba Toul, animé par un prêtre et un imam. Et enfin, en collaboration avec le Ministère de l'intérieur, des journées de formation et d'information ont été organisées sur « L'inscription dans les nouvelles listes électorales et les nouvelles Cartes d'Identité numérisées » Un matériel d'inscription numérisé mobile a été mis en place par le ministère de l'intérieur pour une simulation sur le processus d'inscription. Ceci à permis l'inscription massive des populations dans les nouvelles listes électorales et l'obtention de la carte d'identité numérisée.
- ✓ **En 2006**, une formation a été organisée sur « La gestion de l'état civil et la gestion foncière dans les communautés rurales » 480 femmes et élus locaux ont participé à ces journées de formation animées par un agent du ministère de l'intérieur.
- ✓ **De 2007, 2008, 2009 et 2012**, des formations ont été organisées dans les collectivités locales sur « L'accès des femmes aux instances de décisions et droits et devoirs des femmes dans le processus électoral »

Ces formations ont permis de sensibiliser les femmes sur le rôle qu'elles doivent jouer dans le processus électoral et les inciter à s'engager massivement dans la politique afin qu'elles soient réellement représentées sur les listes des différents partis politiques.



Résultats

Ces différentes activités ont permis à 5000 femmes et élus locaux issus de 14 communes et communautés rurales de la région de Thiès de se familiariser avec les textes de la décentralisation et la gestion des collectivités locales.

Création par les femmes de cadre local de concertation (CLC), tout parti politique confondu, pour discuter des problèmes et constituer une force de négociation avec les hommes.

- Négociations des femmes avec les présidents des collectivités locales et des chefs de village pour l'obtention de terrains d'habitation et de culture.
- Engagement massif des femmes rurales dans les différents partis politiques.
- Organisation par les femmes de campagnes de sensibilisation pour la collecte de la taxe rurale.
- Implication des femmes à l'élaboration du budget des communes et communautés rurales.
 - Un nombre important de femmes a accédé dans les différentes instances de décisions :
 - au bureau de parent d'élève dans les écoles
 - aux commissions domaniales (attribution des terres).
 - au comité de gestion des forages
 - au comité de santé dans les postes de santé et dispensaires
 - au conseil rural des collectivités locales (voir tableau)

Quelques exemples de l'évolution de l'accès des femmes aux instances de décision

| Collectivités locales | Situation avant mars 2009 | | Après les élections de mars 2009 | | Responsabilités occupées |
|-----------------------|---------------------------|----------------|----------------------------------|----------------|---|
| | Nbre total de conseillers | Nbre de femmes | Nbre total de conseillers | Nbre de femmes | |
| Commune de Pout | 32 | 5 | 46 | 13 | -Prs C. Santé - Prs C. Affaires religieuse/sociale - Prs C. Fêtes et réceptions |
| C.R. de Diass | 32 | 4 | 46 | 11 | - Prs C.féminine |
| C.R. de Fandène | 32 | 5 | 46 | 9 | - 2° vice Présidente |
| C.R.de Chérif Lô | 32 | 1 | 46 | 9 | - Prs. C. féminine |
| C.R.de Mont-Rolland | 32 | 2 | 46 | 9 | - 2° Vice Présidente |
| C.R. de Noto G. Diama | 32 | 1 | 46 | 4 | - Prs C.féminine |
| C.R. de Touba Toul | 32 | 6 | 46 | 12 | - 2° Vice Présidente - Prs. C. Education |
| C.R de Notto Diobass | 32 | 3 | 46 | 9 | |

NB : **C.R.** : *communauté Rurale* **Prs.** : *Présidente* **C** : *Commission*

Ces actions de formation, sensibilisation, mobilisation et négociations ont conduit à l'élection de plusieurs femmes comme conseillères, vice-présidentes et responsables de commissions.

Ces résultats ont eu pour soubassement les actions de bases menées par le GRAIF au profit des femmes et ayant contribué de manière significative à l'amélioration de leur condition de vie.

Cependant, force est de constater qu'il reste beaucoup à faire. Malgré ces avancées, le nombre de femmes conseillères est bien loin des espérances.

De même, les femmes élues ainsi que celles occupant d'autres postes de responsabilités doivent toutes se mobiliser, doubler d'ardeur afin de mettre en pratique leurs connaissances et savoir-faire au service de leur communauté.

Elles doivent surtout servir d'exemple à leurs sœurs pour plus d'engagement.

Par ailleurs, les femmes doivent participer régulièrement aux réunions pour s'informer et défendre leurs causes.

Enfin, les femmes doivent être accompagnées d'avantage pour qu'elles puissent mener à bien les négociations, s'imposer lors de la confection des listes électorales dans leur localité.

Association des Juristes sénégalaises (AJS)

Accès des femmes aux terres cultivables. Défense des droits des femmes.

Contribution de l'AJS et del FKA à la promotion des droits humains particulièrement les droits des femmes

Mme Kabou Lydie Sanka

Secrétaire Exécutive de l'Association des Juristes Sénégalaises

PLAN

- Introduction et Présentation de l'AJS
- Contexte et Justification du plaidoyer pour un meilleur accès des femmes à la terre
- Les objectifs du plaidoyer
- Historique et différentes activités réalisées
- Les résultats des différentes activités
- Défis et Perspectives
-

Introduction et Présentation de l'AJS

- L'Association des Juristes Sénégalaises (A.J.S), créée en Juillet 1974, regroupe des femmes juristes venant de divers horizons. Elle compte parmi ses membres des femmes magistrat, avocat, inspecteur du travail, conseiller juridique, servant aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.
- Le regroupement des femmes juristes a permis à celles-ci de contribuer efficacement au développement du droit en général, et à la promotion de la femme sénégalaise en particulier.

L'AJS a pour objet, à l'exclusion de toute préoccupation politique, confessionnelle :

- de promouvoir, de vulgariser et de contribuer au développement du droit ;
- d'apporter aide, assistance, conseil et formation aux populations ;
- de combattre toutes formes de discrimination et d'œuvrer à l'établissement de relations de genre égalitaire ;
- de contribuer à la promotion et à la protection des droits fondamentaux des enfants.
- de sensibiliser les pouvoirs publics et les institutions internationales à œuvrer pour la promotion des femmes et pour le renforcement de leur pouvoir ;

- de favoriser et d'entretenir l'esprit d'entraide et de partenariat avec toute organisation ayant le même objet au plan national, régional et international.

Fidèle à ses objectifs l'AJS en partenariat avec la fondation Konrad Adenauer mène depuis 2008 un plaidoyer sur l'accès des femmes à la terre en vue de la promotion et de la protection des droits des femmes.



Contexte et Justification du plaidoyer

- Le Sénégal, pays sahélien classé dans la catégorie des PMA (pays les moins avancés au monde), est essentiellement agricole. Même si, du fait de la conjonction de plusieurs facteurs (sécheresse, baisse des cours mondiaux des produits agricoles, exode rural, émigration, etc.), sa contribution à la constitution du produit intérieur brut baisse continuellement, l'agriculture continue d'être une source clé de création de richesses et le principal secteur

d'occupation. Elle contribue en moyenne à près de 20% de ce PIB et occupe plus de 70% de la population active.

- Les femmes rurales constituent de plus en plus la part significative de la main d'œuvre agricole et jouent un rôle significatif et croissant dans le processus de création de richesses, du fait du mode d'organisation sociale de la production, de l'introduction de projets de développement et des phénomènes de la migration masculine, faisant d'elles des chefs de ménage.
- Or, de plus en plus l'on assiste à une féminisation de la pauvreté et ce phénomène semble être relié en grande partie à la marginalisation des femmes et à leur difficulté d'accéder et de contrôler les ressources comme le foncier, difficulté reliée aux modes patrilinéaires d'organisation sociale.

Les difficultés pour l'accès des femmes à la terre

Nous pouvons résumer les raisons qui expliquent ces difficultés d'accès des femmes rurales à la terre :

- Raisons historiques, coutumières et culturelles : en milieu rural, ce sont les hommes qui administrent, exploitent les terres. En cas de conflit entre un

homme et une femme sur l'affectation des terres, les règles coutumières privilègent les hommes, en raison de ses responsabilités supposées dans la société.

- Raisons économiques, parce que les femmes n'ont pas les moyens matériels d'exploiter les terres,
- Insuffisance de l'éducation et de la formation professionnelle des femmes : jusqu'à une période récente, l'éducation des femmes en milieu rural étaient négligées au profit de celui des garçons. Elles ignorent ainsi les textes juridiques et réglementations qui régissent l'affectation et la désaffectation des terres ainsi que les techniques d'héritage.
- Statut de la femme qui la pénalise lors des opérations d'héritage,
- Pressions foncières venant des spéculateurs et des acteurs économiques (gros exploitants) et la crise économique, qui fait que les hommes procèdent à la cession clandestine des terres surtout celles ayant été cédées aux femmes,
- Manque de formation et de maîtrise des textes et lois qui régissent le foncier, par les conseillers ruraux qui arbitrent les conflits fonciers,
- Insuffisance de la prise en charge de la dimension socioculturelle dans l'analyse des difficultés d'accès des femmes rurales à la terre, par les Ongs et les associations intervenant dans le soutien des femmes,
- Absence d'une organisation professionnelle des femmes pour mutualiser leurs forces.

Les objectifs du plaidoyer

- Prendre en compte le genre en harmonisant le projet de la nouvelle loi sur la propriété foncière
- Informer sur la problématique de l'accès des Femmes à la terre
- Eliminer les obstacles entravant l'accès des femmes à la terre à tous les niveaux
- Faciliter l'accès des femmes aux informations cadastrales foncières et domaniales et les informer sur l'existence de structures d'appui et de financement.
- Renforcer leurs capacités techniques pour l'exploitation des terres

Historique et différentes activités réalisées

- C'est dans ce contexte que l'AJS, et la FKA ont voulu apporter leur contribution pour un accès effectif des femmes aux ressources.

- Ainsi dans ce cadre l'AJS et la FKA ont eu à organiser quatre séminaires en 2008 à Dakar, en 2009 à Ndiaye (Région de Saint Louis) et en 2010 dans la zone agricole et maraichère des Niayes, précisément dans la région de Thiès.
- Le séminaire de THIES de 2010 avait eu comme Thème : « **Quelle stratégie mettre en œuvre pour un Accès effectif des femmes à la terre ?** »
- A l'issue de l'atelier, il avait été mis en place un comité de suivi chargé de la mise en œuvre des conclusions du séminaire.
- Lors des travaux d'atelier, la communauté rurale de NOTTO avait été choisie pour être la zone pilote test pour un accès effectif des femmes à la terre.
- C'est ainsi que le 25 Juin 2011, un atelier pratique avait été organisé à Notto pour identifier les besoins et voir les perspectives d'accès à la terre en superficie

Les résultats des différentes activités

- L'expérience de la Communauté de Notto Diobass choisit comme zone test pour l'accès des femmes à la terre: en plus de la palmeraie de 3 hectares parcellisée qui a été octroyé aux femmes de Sanghé pour développer leurs activités agricoles, un plan d'aménagement du village de Sanghé a été mis en place en 2009.
- 1185 (mille cent quatre vingt cinq) hectares appartenant au village de Sanghé ont pu être répertoriés et pour la première fois au Sénégal, le Conseil Rural a installé par acte, l'appartenance des terres du domaine national au nom des habitants de Sanghé.
- Au plan du lotissement, sur les 1793 (mille sept cent quatre vingt treize) demandes, 780 (sept cent quatre vingt) sont allées aux femmes soit un taux de 40%.
- Ce plan a aussi permis aux habitants de Sanghé de disposer d'un marché et des parcelles sont octroyées à des groupements de femmes pour leur projet.

Défis et Perspectives

- Réformer de la loi sur le domaine national pour instaurer une vraie sécurité foncière,
- Instaurer une véritable politique de maîtrise de l'eau, avec des ouvrages hydrauliques pour l'eau productive, dans chacune des 370 communautés rurales du Sénégal
- Développer des infrastructures rurales pour le transport de la production issues de ce vaste programme : pistes, électrification, magasins de grains, unités de transformation

- Pour l'année 2012, la FKA a décidé d'appuyer l'AJS pour l'organisation du XXIème congrès de la Fédération Internationale des Femmes de Carrières Juridiques dont le thème Général portera sur: **LA PAIX : GARANTIE DES DROITS HUMAINS.**
- Au cours des travaux le sous Thème ci après sera débattus : **L'Accès et le Contrôle des Ressources pour une Vie Meilleure (Ressources : l'eau, l'alimentation, la santé, l'éducation...)**
- Ce congrès qui réunira les femmes juristes du mondes ainsi que d'éminents personnalités aura pour objectif de développer des stratégies et des politiques afin que les Etats membres adoptent des stratégies et politiques instaurant l'égalité entre les sexes, adaptées aux traités et conventions internationales sur les droits humains, afin d'éliminer l'inégalité de genre et la discrimination faites aux femmes, en mettant les femmes au cœur des préoccupations des droits humains et en leur garantissant l'exercice et la pleine jouissance de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales, au même titre que les hommes.

Pour votre aimable attention, je vous remercie



Coordination des Unions des Associations (CUDAFCS)
Promotion des femmes sur la base des valeurs chrétiennes.

LA PROMOTION DES FEMMES SUR LA BASE DES VALEURS CHRETIENNES

La Coordination des Unions Diocésaines des Associations Féminines Catholiques du Sénégal (CUDAFCS) est une structure mise sur pied en 2001.

Elle est née de la volonté des Evêques du Sénégal qui ont voulu que les Femmes aient un cadre d'échange et de concertation.

Son objectif est de promouvoir le développement de la Femme à travers l'éducation et la formation.

La CUDAFCS est constituée des membres des Unions Diocésaines de :

- Dakar
- Thiès
- Ziguinchor
- Kaolack
- Tambacounda
- Saint-Louis

Pour atteindre ses objectifs, la CUDAFCS initie des programmes de formation pour mieux aider les Femmes à s'approprier leur rôle de Femme Chrétienne, Epouse, Mère, Educatrice, Citoyenne. Ces formations permettent aussi d'œuvrer pour la promotion des Femmes sur la base des valeurs chrétiennes notamment celles liées à:

- L'Education à la paix
- La Dignité de l'Homme
- L'Amour du prochain

Pour le déroulement de ces programmes, la CUDAFCS bénéficie de l'appui de la Fondation Konrad Adenauer qui facilite pour ainsi dire l'organisation des activités.

Les thèmes suivants ont été exploités :

- Femmes artisanes de Paix unies dans la foi et l'action
- Aimer en Actes
- Le Leadership féminin
- Les mécanismes de protection des droits de la Femme
- La protection de l'Enfant

Ces sessions de formation sur ces différents thèmes ont permis à de nombreuses femmes de Kédougou, Tambacounda, Kolda, Mbour, Dakar et Thiès de réfléchir et de dégager des pistes d'action pour trouver des solutions par rapport aux préoccupations qui entravent leur épanouissement.

Aujourd'hui, la CUDAFCS note des acquis grâce au renforcement de capacités acquises lors de ces formations.

Certaines résolutions dégagées lors des forums ont été partagées avec d'autres pays à travers un journal dénommé « Voix de Femmes ». La CUDAFCS est membre de l'UMOFCA (Union Mondiale de Organisations Féminines Catholiques).

Ainsi les Femmes réaffirment leur commun vouloir :

- à aimer à l'image de la Vierge Marie
- à se protéger contre toute violence
- à maîtriser les comportements de leader pour une meilleure gestion des Associations
- à assumer leur responsabilité au sein des familles
- à s'engager dans la pacification des rapports sociaux.

LES ACQUIS

Les droits de la Femme : A l'issue de ces formations les femmes maîtrisent les mécanismes de leur protection.

Des actions de solidarité sont initiées pour soutenir celles qui sont victimes de violence. Un programme de suivi est élaboré par certains groupes de base.

La protection des Enfants : les Associations de base intègrent dans leur programme des actions pour soutenir les enfants en situation difficile.

La culture de la Paix : le dialogue interreligieux est pris en compte dans les Unions et aussi dans les grands rassemblements de la CUDAFCS. Des actions de solidarité sont organisées pour venir en aide aux personnes âgées (consultations gratuites).

La CUDAFCS célèbre aussi tous les ans la journée du 08 mars qui constitue un moment d'échange et de partage pour les Femmes.

Au nom de tous les membres de la CUDAFCS et en mon nom propre je remercie la Fondation Konrad Adenauer pour son appui et sa collaboration.

Fait à Thiès, le 19 juin 2012

**La Présidente
Madame Monique FAYE THIANDOUM**



***Association pour le développement des femmes de
Kédougou***

Promotion des droits politiques et civiques des femmes.

Présentation

L'Association pour le développement des femmes de Kédougou que j'ai l'honneur de représenter s'associe à la célébration du 50^{aire} de la coopération internationale de la fondation Konrad Adenauer.

En effet, la Fondation Konrad Adenauer participe pleinement aux côtés de l'Etat du Sénégal et d'autres partenaires au développement et à la promotion du statut de la femme au Sénégal.



Avec la Fondation Konrad Adenauer, nous avons organisé des fora sur l'accès des femmes aux instances de décision, de lutte contre les violences faites aux femmes et pour la promotion économique des femmes.

Généralement, dans la région de Kédougou en particulier, la fondation Konrad Adenauer, à travers ses formations sur le leadership féminin et autres, a contribué à la responsabilisation et à la conscientisation des femmes dans la maîtrise des compétences pour l'exercice des rôles citoyens (conseil régional, municipal et rural).

Je vous remercie.

L'Association pour le Développement du Pays Bassari au Sénégal (ADPBS)

Association pour le Développement du Pays Bassari au Sénégal est créée le 13 janvier 2008 sous la houlette d'intellectuels de la zone de Salémata. Salémata est l'un des tous nouveaux départements de la nouvelle région de Kédougou. Il se situe à 85 km de Kédougou. Son érection en département est accueillie favorablement par l'ensemble des populations qui déjà rêvent d'un développement économique et social durable. On dénombre une centaine de GPF dans l'ensemble du département. Elles représentent le pouvoir économique du département.

Objectifs

Promouvoir le développement économique et social de toutes les populations du département
Préserver et restaurer la richesse culturelle du département
Initier et accompagner des projets de développement

Activités menées

Un des problèmes diagnostiqués dans la zone est le manque de formation des populations, car il faut un minimum de formation pour mieux gérer les activités économiques des femmes en particulier. L'ADPBS a organisé, en collaboration avec son partenaire privilégié en l'occurrence la Fondation Konrad Adenauer, plusieurs séminaires :

- du 27 au 29 Mars 2009 : un atelier en leadership féminin avec la participation des représentantes de tous les groupements féminins du département
- 11 au 13 février 2010 : renforcement de capacité des femmes en gestion
- le 28 Mai 2010 journée culturelle Salémata
- le lundi 31 Mai 2010 : atelier sur : « droit humains, entrepreneuriat et environnement » à l'intention de toutes les couches actives du département
- du 2 au 5 décembre 2010 : symposium sur « Défis et enjeux de la protection de l'environnement »
- du 13 au 15 Mars 2011 Atelier : « L'économie sociale de marché » au profit de 120 femmes à Dakatéli
- du 30 au 31 Mai 2011 Atelier : « le rôle de la culture et de l'éducation dans la promotion du développement, économique, politique et social du pays Bassari ».
- du 20 au 21 janvier 2012 Atelier à Oubadji sur le leadership féminin
- 15 et 18 Mars 2012 Atelier : « L'importance de l'environnement pour un développement durable des régions frontalières. »
- du 10 au 13 Mai 2012 à Dakatéli Atelier : « Femmes et leadership économique », formation en gestion de micro entreprise.

Les impacts de toutes ces formations :

Depuis quelques années on note un meilleur engagement des femmes dans les structures politiques et économiques.

- Création d'une confédération des femmes, elles se retrouvent régulièrement pour échanger
- D'autres on vu leur groupement de base redynamisé, elles ont institué un système de cotisation pour alimenter la caisse de la fédération
- Beaucoup d'entre elles ont eu l'initiative des projets de maraîchage, c'est le cas à Eganga Angoror et dans 15 villages de la communauté rurale d'Ethiolo avec la Caritas.
- La production de fonio a augmenté, le beurre de karité et mis sous les beaux emballages. Les femmes s'organisent mieux.
- On note également une meilleure prise en compte des problèmes d'environnement
- De plus en plus, les jeunes et les femmes développent l'esprit d'entreprise.
- On remarque également l'élan de solidarité qui a été impulsé par les différentes formations.

Aujourd'hui dans le département, les GPF sont les seules organisations à bénéficier de financement pour leurs différents projets. Ceci constitue une marque de confiance de la part des partenaires au développement. Elles sont aujourd'hui présentes dans tous les secteurs d'activité du département (commerce, agriculture, élevage), c'est-à-dire que les femmes sont en train de prendre leur envol.

Mention spéciale à la FKA qui nous a permis jusque là à impulser des énergies nouvelles et à soutenir des initiatives citoyennes des populations du Département de Salémata.

Pierre Gnanga Boubane
Président de l'ADPBS



Pierre Gnanga Boubane lors de la journée culturelle de l'ADPBS Salémata Mai 2011

Association d'appui aux Initiatives Locales et à l'environnement (AILE)

Femmes et les jeunes vecteurs de développement.

Contribution

Mme la Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer, Mme Andréa Kolb
Mme la Représentante Résidente Adjointe de la FKA, Mme Ute Bocandé
Mesdames et Messieurs les membres du personnel de la FKA,
Chers partenaires privilégiés de la FKA,
Honorables invités,

Revenir sur l'historique du partenariat entre votre institution et l'Association d'Appui aux Initiatives Locales (AILE), consiste pour moi à faire tout bonnement le récit "d'une success story". Pour qui connaît ma nature rebelle, qualifier notre partenariat de fécond et modèle en son genre, saura que je ne jette pas des fleurs.

Au moment où je rencontrais Mme Bocandé, j'étais ni plus ni moins qu'un bohémien qui allait comme l'alchimiste à la recherche de la légende personnelle d'un village qu'un éminent professeur de lettres à l'UCAD en 1993 n'arrivait pas à situer sur la carte du Sénégal (excuses aux profs ici présents), DINDEFELO et que bien entendu tout le monde connaît maintenant grâce la cascade de 110m de haut et grâce bien évidemment à une personne UTE GIERKZIENSKI BOCANDE et grâce à une institution la Fondation Konrad Adenauer.

De 2007 à nos jours, la FKA nous a accompagnés dans nos initiatives locales. En a su être ce cadre toujours attendu de Dindéfélo, cet homme ou cette femme leaders conscients du développement de son terroir en nous mettant sur les rails du développement à la fois humain et économique. La FKA, a transformé notre quotidien en nous abreuvant aux mamelles de la pensée positive, en substituant aux "ça n'ira pas! c'est impossible!" des expressions comme "oui bien sûr que ça va marcher ! il faut toujours essayer".

Nos femmes qui pour la plupart, j'allais dire la quasi totalité de ces femmes rurales, étaient sous représentées, j'allais dire non représentées au niveau des instances de décision aussi bien au niveau local que régional ont pu faire reconnaître leurs compétences. Avec les ateliers de capacitation des femmes leaders, la tendance a été inversée. De zéro femmes du conseil rural antérieurement, on est passé à 12 aux dernières locales avec 04 comme présidentes de commissions.

La vulgarisation des droits humains dans cette contrée située à 737 km de Dakar la capitale, a fait baissé les exactions qui étaient quotidiennes, les violences récurrentes sur les femmes. Fort du soutien de la FKA, l'AILE, a donné des ailes aux populations de façon générale. Les mariages précoces, les violences basées sur le genre comme l'excision ont considérablement baissé voire disparu.

Au plan économique, les formations sur l'esprit d'entreprise, sur la teinture et la transformation des produits locaux ont fait de ménagères titrées de véritables entrepreneurs présentes même à la foire ou encore à la FIARA;

La FKA a participé au façonnement d'un nouveau type de dindéfelois(nte) qui croit en l'avenir et en ses capacités.

L'organisation d'un atelier sur la simulation parlementaire entre jeunes de Dindéfelo, de Salémata et de l'université de Mannheim en Allemagne a plongé la cible dans la vie d'un parlement. Aujourd'hui, à la veille des législatives, ces jeunes rappellent aux votants le rôle du député et les fondements d'un bon choix.

La FKA a favorisé l'insertion du village dans un vaste réseau de partenaires qui échangent sur tout au niveau régional (Salémata, Saraya, Kédougou) et national (GRAIF).

La FKA c'est une dizaine d'ateliers en quatre ans, des millions injectés dans l'humain et surtout un partenariat gagnant-gagnant.



Carim Camara, AILE

Grace à la FKA, le petit bout du monde est désormais au gout du monde.

Mesdames la Résidente de la FKA et son adjointe ainsi que le personnel de la FKA dans son ensemble notamment Khalifa Ndiaye homme de terrain, les gestionnaires et secrétaires, stagiaires, l'AILE vous dit « DANKE FÜR IHRE FREUNDLICHE HILFE »

Carim Camara, Président de l'AILE

Tél: 77 409 32 85 77 955 14 36

Email: hounsire @yahoo.fr



***Association sénégalaise de coopération décentralisée
(ASECOD)***

Afrique Citoyenne. Une bande dessinée qui réjouit et instruit.

Discours du Président de l'ASECOD Sénateur Sidy Dieng

**Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Allemagne, Christian Clages,
Madame la Représentante Résident de la Fondation Konrad Adenauer, Andréa
Kolb,
Madame la Représentante adjointe, Ute Bocandé,
Madame la Chargée des programmes, Fatoumata Guèye,
Distingués collaborateurs et collaboratrice de la Fondation Konrad Adenauer,
Mesdames et Messieurs les participants,**

Notre partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer entre dans une logique très ancienne.

C'est l'occasion, ici et maintenant, de magnifier l'action et les nombreuses initiatives de la Fondation Konrad Adenauer qui ont largement contribué, entre autres projets, à l'éducation civique, à promouvoir la démocratie, à encourager le dialogue politique et social dans notre pays, le Sénégal.

Dans ce contexte, nous saluons notre partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer, qui s'illustre à travers l'organisation de conférences et le soutien à l'édition et à la diffusion de notre Bande Dessinée « **AFRIQUE CITOYENNE** » qui est à son **numéro 25**.

Cette Bande Dessinée dédiée à toute la jeunesse africaine, a traité divers thèmes éducatifs et civiques. Conscience citoyenne est le thème du premier numéro réalisé en mai 2003, tirant sa source de l'identité de pensées et d'action de deux grands hommes d'Etat, l'Allemand Konrad Adenauer et le Sénégalais Léopold Sédar Senghor. D'autres thèmes ont porté sur L'Environnement, L'enfance déshéritée, Les Vacances citoyennes, Le Gouvernement d'école qui a initié et sensibilisé les élèves sur les fondements de la démocratie et l'exercice de la bonne gouvernance. L'édition sur le dialogue interreligieux a permis aux jeunes de se munir contre des préjugés et des idées préfabriquées et de lutter contre l'exclusion. Les thèmes sur les méfaits de la drogue et le tabagisme, L'Identité culturelle, Les Etats-Unis d'Afrique ont favorisé dans certai-

nes écoles des débats d'idées entre des élèves et leurs professeurs. Le numéro sur l'Emigration clandestine a suscité des discussions dans de nombreux quartiers et sensibilisé les jeunes sur les dangers de cette aventure. La violence faite aux femmes, Les Mariages précoces, Touche pas à mon arbre, SIDA L'Espoir est permis, Consommer Local, Le Viol et les Harcèlements sexuels, L'Excision, ces thèmes ont poussé les jeunes à l'action, en formant des clubs citoyens dans des écoles et de faire des actions citoyennes, concours de théâtre, de poésie, de dessins, planter des arbres.



Sénateur Sidy Dieng, Journées portes ouvertes 2012

Des éditions ont été traduites et rééditées soit en anglais soit dans nos langues nationales, notamment en Pulaar, Diola, Mandingue, Wolof, avec le soutien d'Ambassades telles que la Belgique, l'Autriche, Israël qui a réédité un millier d'exemplaires de l'édition consacrée au « Dialogue interreligieux ».

D'ailleurs c'est dans cette lancée que nous avons publié, en collaboration avec Malao, « **Ma Force est dans la paix** ». Cette édition a été saluée à l'époque par Son Excellence **Koffi Annan**, alors Secrétaire Général des Nations Unies. C'est dans cette logique de paix que s'inscrit le **dernier numéro** qui vient de paraître, consacré au thème « **Tous ensemble pour la Paix en Casamance** ».

Des campagnes d'éducation civique, ont également porté sur des éditions relatives à la Carte d'Electeur, l'inscription des jeunes sur les listes électorales, la sensibilisation au vote. Ce qui a permis à beaucoup de jeunes de mieux connaître leurs droits et devoirs en matière électorale, prévenir et gérer des conflits. Des séances de simulation dans quelques écoles ont permis de les familiariser aux techniques du vote.

Il convient, à cet égard, de magnifier la pertinence de ces publications qui ont été saluées par la classe politique sénégalaise, toutes tendances confondues, et d'avoir suscité un intérêt particulier du « Programme Gouvernance et Paix au Sénégal » **PGP** et **USAID**, comme en a témoigné la réédition de ces publications pré électorales.

Je vous remercie de votre aimable attention



Mouvement contre les armes légères en Afrique de l'Ouest (MALAO)

Lutte contre les armes légères et pour la paix

Présentation

Le MALAO est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) à vocation sous-régionale créée au Sénégal en juillet 1999 dans la mouvance des activités de mise en œuvre du Moratoire d'Abuja.

Sa vision : une Afrique de l'Ouest, un Sénégal libérés de la prolifération et de la circulation illicites des ALPC, pour un développement durable dans la sécurité et la paix.

Sa mission : renforcer l'implication des citoyens dans la lutte contre les ALPC et leurs conséquences, en s'appuyant sur la notion fondamentale du respect de la vie pour une culture de la paix par l'information, la communication, l'éducation, la recherche.

Ses objectifs spécifiques : 1 - Réduire la prolifération et la circulation illicite des ALPC et leurs conséquences au Sénégal ; 2 - Transformer les comportements violents et créer une société civile Sénégalaise et Ouest africaine pacifique.

En 12 ans, le MALAO a mis la problématique des ALPC à l'agenda des autorités et de la société civile sénégalaise et ouest africaine à travers les axes d'intervention et résultats suivants

Le partenariat FKA/MALAO⁶, démarré dès les années 2000, a été fructueux et dynamique notamment dans le cadre des campagnes de lutte contre la prolifération des ALPC et la sensibilisation à cette problématique. *CF. : Le tableau récapitulant les activités menées en est un témoignage.*

De 2006 à 2012, le partenariat a été marqué des activités au niveau national, régional et sous régional, tant dans le domaine de la lutte contre les ALPC que de la Sécurité humaine.

La fréquentation régulière des infrastructures de la FKA, nous a permis d'organiser des ateliers de formation et de renforcement de capacités ou de lancer des campagnes de sensibilisation, dont les plus significatives auront été celles liées à la Campagne de lutte contre la prolifération des ALPC, en partant du Moratoire de Bamako à la signature de la Convention de la CDEAO sur les Armes Légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes.

Le programme FALSEN – Formation sur les Armes Légères au Sénégal, soutenu financièrement par la FKA (Dr Karsten Dhummel – Dr Gerald) et lancé en 2006, demeure le plus achevé par les résultats obtenus dans les domaines d'activités du MALAO.

Cette salle de conférence aura été le lieu de ces moments forts de notre partenariat, que nous résumons ainsi dans les domaines suivants :

⁶ Journée des portes ouvertes de la FKA et de ses partenaires. 50 ans de coopération internationale de la Fondation Konrad Adenauer : « Pour la démocratie, la liberté, la justice et la paix » Dakar- 27 juin 2012

- **Formation et Sensibilisation** : Le Programme FALSEN, mis en œuvre au niveau national et sous-régional, a intéressé l'ensemble des acteurs de la lutte contre les ALPC et victimes des conséquences de cette prolifération, au niveau de l'État, du Parlement, de l'Administration centrale et décentralisée, des ASC, ONG, Associations de femmes, Juristes, des Journalistes, des Associations de Jeunes, des clubs de Paix ; *Cf. : les deux schémas sur l'impact du programme FALSEN.*
- **Paix-Sécurité-Développement** : Le Programme Sous régional de lutte contre les ALPC (**PSR/ALPC**), notamment pour la deuxième destruction d'armes organisée à Samine, en présence des Ambassadeurs de Grande Bretagne, de Suisse, d'Autriche, de représentants du Parlement, des autorités Bissau-guinéennes, administratives et coutumières ; *Cf : Les Flammes de la Paix mai 2010.*
- **Recherche** : « Les Journées de réflexion sur les Relations civilo-militaire. Le Concept Armée/Nation : le cas du Sénégal », les 25 et 26 mai 2011, sous le haut patronage de l'État-major Général des Armées;
- **Education à la culture de la Paix et supports de campagne** : CD FALSEN pour les Formateurs, Bande Dessinée en coopération avec la FKA et ASECOD : « Ma Force est dans la Paix » traduite en anglais, portugais, langues nationales : mandingue, puular. Elle a fait l'objet d'une remise officielle au Ministre des Affaires Étrangères de La Gambie et aux autorités frontalières de la Guinée Bissau, pour distribution dans les écoles des villages frontaliers.
- Le **Programme ZIVIK** : Programme de prévention et de gestion de crise en Casamance, relatif au « Renforcement de capacités sur la Sécurité humaine et l'Education à la culture de la Paix », au « Renforcement de capacités des femmes dans le processus de médiation du conflit, la protection des femmes contre les violences sexuelles et les violences basées sur le genre, le rôle des femmes dans la prévention du conflit et dans la reconstruction post-conflit », aux rencontres communautaires et aux émissions radios communautaires animées par les représentantes des organisations de femmes. *Cf. : Cartes zones d'intervention MA-LAO/ZIVIK.*



Malao, Journées portes ouvertes 2012

Comité d'Appui et de Soutien Au Développement Economique et Social en Casamance (CASADES)

Promotion du développement de la Casamance.

Description générale de la crise

La Casamance qui vit un conflit armé depuis 1982, opposant le MFDC à l'Etat du Sénégal a renoué avec une instabilité depuis le 1 mai 2009.

Ce conflit, de faible intensité, est caractérisé par une alternance entre des périodes d'accalmie et des périodes de violence avec des conséquences qui constituent un handicap pour le développement socio- politique et économique de la Casamance.

Deux étapes ont marqué la gestion du conflit

- **De 1982 à 1992** : une gestion musclée avec très peu de place accordée au dialogue
- **De 1993 à nos jours** : option pour les protagonistes de la solution politique et pacifique. Les organisations et associations de la société civile s'impliquent. Une implication couronnée en février 1998 par l'organisation d'un forum sur Paix et Développement en Casamance sous l'égide du CONGAD

La problématique était poignante à l'époque du fait de la désertion de la région par les partenaires bilatéraux et multilatéraux au développement mais aussi par bon nombre d'ONG.

Des services techniques de l'Etat avaient aussi quitté certaines zones. Les populations étaient laissées à elles-mêmes. Il fallait trouver une réponse à cette situation. Les travaux du forum aboutiront à la conclusion que le développement était la seconde mamelle de la paix. D'où le retour en force des partenaires et des ONG.

Ce fut ensuite autour des socio-cultures de faire irruption et de revendiquer leurs rôles et place dans la résolution du conflit.



Le gouvernement dit de l'alternance a pu bénéficier de ce fort courant de pacification. Il l'a amplifié par le volontarisme de Chef de l'Etat qui a pris des initiatives hardies de décrispation en recevant à trois reprises le Secrétaire Général du MFDC au palais de la République. Ce qui a contribué à l'instauration de la confiance entre l'Etat et le mouvement

Cependant malgré les accords cadres de décembre 2004 et la première rencontre de Foundiougne abusivement présentés comme les accords de paix, la situation d'impasse est là. On note des séries de braquages meurtriers, l'exploitation abusive du bois, les conflits entre villages liés à la gestion des ressources naturelles (foncier, forêt, halieutiques), la méfiance, la stigmatisation, le vol de bétail, la culture de chanvre indien, la coexistence entre personnes déplacées pendant des années et de retour dans leurs villages d'origine avec celles restées sur place. Les femmes en Casamance ont payé un prix particulièrement lourd dans ce conflit, certaines ont été prises en otages, d'autres ont été enlevées, violées ou menacées de viol par les deux parties au conflit.

Les enjeux de la crise

Les enjeux de la crise sont multiples :

Au plan sous régional, il y a l'enjeu lié à la stabilité d'une région en proie à de graves conflits. La circulation des armes légères y prospère exposant les Etats et les populations à des dangers. De même se développe une économie criminelle déstabilisatrice.

Au plan national, c'est le conflit du Sénégal en Casamance.

La Casamance longtemps considérée comme le grenier du Sénégal a vu son économie déstabilisée par le déplacement des populations, l'insécurité dans les champs, les rizières et les pistes et l'avancée du sel.

Au plan local, Il semblerait que les combattants et les militaires soient dans une logique de reprise de la guerre qui contraste avec la logique du gouvernement qui aurait mandaté le cardinal Adrien Sarr pour faciliter la reprise du dialogue entre le MFDC et l'Etat du Sénégal.

Cette ambiguïté du gouvernement du Sénégal qui veut discuter sans vouloir aborder la question politique se reflète dans une stratégie multiple faite de « missionnaires » sans mandats clairs, ils sont plutôt les éléments d'une stratégie de « pourrissement ».

Une telle situation a eu un impact sur les relations entre Gambie (accusée de servir de base arrière aux combattants du MFDC) et le Sénégal, l'instauration d'un climat d'insécurité qui favorise le développement de la criminalité transfrontalière et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres.

Cette situation a entraîné des mouvements de populations qui deviennent quotidiens, le développement de l'économie de guerre, la peur, la stigmatisation, la pauvreté etc.

Les initiatives locales de résolution du conflit

Cependant le changement intervenu au niveau de l'Etat, la visite du Chef de l'Etat en Gambie, la volonté affichée par Salif Sadio et celle des fils des combattants sont des lueurs d'espoir pour le retour de la paix en Casamance et la relance de l'économie locales.

Les populations quant à elles continuent de prendre des initiatives à travers l'organisation d'activités de relance de l'économie locale par l'entremise des marchés hebdomadaires qui sont des espaces de dialogue et de concertation. On note

aussi la relance des activités culturelles par des séances de lutte, le pardon et la réconciliation etc.

Sur le terrain, cette dynamique se manifeste par une participation active des autorités civiles et militaires sénégalaises, gambiennes et guinéennes de Bissau dans les activités mises en œuvre par le CASASES, relatives à l'installation des comités transfrontaliers de Sénoba, Ouassadou et du forum sur la coopération transfrontalière.

Par ailleurs, les départements d'Oussouye et de Bignona, zone épicerie du conflit se caractérise par les affrontements qui vont tout de même décroissant ou autres scènes de vandalisme tels que les braquages. Dans cette zone on note la présence de la JEC, structure ayant porté l'animation du pèlerinage du doyenné d'Oussouye à Elinkine sur le thème de l'unité.

On note aussi des acteurs, comme la Génération Non Violente dont la base baptismale est érigée à Bignona, le MALAO à travers les sessions sur la sécurité humaine et la culture de la paix et Amnesty International Sénégal sur le renforcement des capacités des leaders des communautés à la résolution pacifique des conflits pour la promotion d'une culture de paix et de respect des droits de l'Homme en Casamance.

Toutes ces actions ont contribué à l'émergence d'un nouveau type de citoyen dans les zones d'intervention du Zivik.

Du côté des femmes, cette tendance se matérialise par des unions conjoncturelles entre structures prônant une synergie afin d'optimiser leurs actions dans le champ politique et créer un climat où les querelles intestines liées à l'instrumentalisation de la voix féminine cède la place au consensus, au dialogue fécond surtout à l'orée des élections législatives.

L'audition des candidats à la présidentielle de 2012 par la plateforme des femmes pour la Paix en Casamance en est une illustration de leur capacité à contribuer à la construction de la paix et à influencer l'opinion sur les questions liées au développement de la Casamance.

Ce sont ces synergies dans l'action qui permettront, on l'espère le développement de la région naturelle de la Casamance dans un climat de paix durable.

Les actions menées par le CASADES ont eu les résultats suivants :

Par rapport à la promotion du statut social de la femme

- Mise en place d'un comité d'initiative pour le renforcement de la parité
- Organisation d'une rencontre des femmes du département de Vélingara pour des élections apaisées
- Meilleure connaissance des notions de genre, de parité
- Compréhension des modes de scrutin des élections.
- Prise de conscience des femmes sur la fragilité de la loi sur la parité
- Engagement des hommes à soutenir le combat des femmes
- Bonne compréhension des domaines d'application de la loi sur la parité au Sénégal par les leaders femmes des régions de Kolda et de Sédhiou.

Par rapport à la gestion et la prévention des conflits

- Effectivité de la mise en place des comités transfrontaliers
- Disponibilité des femmes à engager le dialogue et la concertation sur les questions liées à l'Équité de Genre
- L'engagement du conseil rural à accompagner le comité transfrontalier
- Reconnaissance du comité par les autorités administratives des deux pays



- Meilleure compréhension du rôle des autorités dans la coopération transfrontalière par les acteurs ;
- Amélioration de la circulation des biens et des personnes
- Présence massive des autorités Bissau Guinéennes et Gambiennes aux rencontres de mise en place des comités et au forum
- Connaissance des avantages de la coopération transfrontalière
- Disponibilité des acteurs à s'engager dans la mise en place et l'animation d'un comité transfrontalier.

Leçons apprises

- Le séminaire sur les rôles et place de la femme dans le processus électoral serait plus pertinent s'il était fait avant la confection des listes pour les élections présidentielles
- Les femmes doivent fortement s'impliquer dans les partis politiques pour une participation effective dans les instances de décision
- On ne peut pas faire avancer la position sociale de la femme sans l'implication des hommes
- A côté de la représentation numérique, les femmes doivent se battre pour une représentation de qualité
- Les femmes doivent être chefs de partis et têtes de liste pour rendre effective la loi sur la parité car le mode de scrutin ne leur est pas favorable
- Développer des formules alternatives de résolution des conflits, basées sur les pratiques locales
- Les délégués de quartier de la commune de Vélingara constituent un socle social pour la résolution des conflits ;

Tous ces résultats ne sauraient se réaliser sans le partenariat entre le CASADES et FKA qui a permis entre autre à l'organisation d'inscrire dans son le processus de formation d'une opinion politique et le renforcement de la citoyenneté à travers des séminaires de formation.

Amnesty International

La promotion des droits humains, des droits de la femme et des droits des enfants.

Partenariat Amnesty International – Fondation Konrad Adenauer : Pour les droits humains et la paix en Casamance

Le partenariat entre Amnesty International Sénégal et la Fondation Konrad Adenauer a débuté en 2006 et il a été particulièrement fructueux pour Amnesty à qui il a permis d'installer des cellules dans plusieurs localités de la région naturelle de Casamance : Ziguinchor, Oussouye, Bignona, Sédhiou et Kolda et de renforcer ainsi le mouvement de défense des droits humains dans la région.

Le partenariat a permis de former, en 2006 et 2007, 150 élus locaux dont 30 PCR à la lutte contre la violence faite aux femmes et aux jeunes filles. Les élus locaux jouent un rôle important en matière de défense de droits, de médiation et de règlement de conflits dans les communautés.

En 2008 et 2009, grâce au partenariat avec la Fondation, 150 maîtres coraniques de Ziguinchor, Saint Louis et Sédhiou ont été formés aux droits de l'enfant dans le cadre de la promotion des droits de l'enfant talibé. Aujourd'hui, ils revendiquent de plus en plus leurs prérogatives sur la base d'un plaidoyer fondé sur les droits et devoirs de l'enfant.

En 2010 et 2011, la coopération a permis de former les directeurs d'école de Bignona, Oussouye et Sédhiou contre les châtiments corporels à l'école, une pratique restée endémique dans les établissements scolaires de Casamance malgré son interdiction qui remonte aux années 70. Les directeurs d'écoles formés ont mis en place des mécanismes de dénonciation anonyme des châtiments corporels dans leurs établissements qui fonctionnent correctement. Selon des statistiques disponibles, le taux de châtiment corporel tend à diminuer sensiblement.

Il faut également souligner que l'appui de la Fondation a permis à Amnesty de former les journalistes des 3 régions de Casamance sur les thèmes « Collecter et diffuser les informations dans un contexte de conflit armé » en 2010 et « Réussir son compte rendu d'audience des cours et tribunaux en 2011. A ce jour, les parties prenantes contactées ont fait savoir qu'il y a moins de frictions ou de différends entre les journalistes et les autorités judiciaires et une sensible amélioration du traitement de l'information judiciaire.